



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti **Socialiste** unifié

N° 92

10 MARS 1962

PRIX : 0,40 NF

Le cessez-le-feu va-t-il se traduire par des tueries encore plus nombreuses ?

SUIVANT la légende qu'il a créée, le pouvoir gaulliste ne reculerait jamais. Or, le régime que nous subissons — un des plus faibles que la France ait jamais connus — n'a pu survivre à l'accumulation de ses échecs que grâce à une série de reculs, plus ou moins apparents, dans tous les domaines. C'est sous la triple pression des Algériens, de l'opposition de gauche et des faits pour lesquels il professe le plus grand dédain qu'il a dû consentir — aujourd'hui seulement, hélas ! — à un accord de compromis sur le « cessez-le-feu ». Que de chemin parcouru depuis le « Je vous ai compris », lancé aux foules européennes fanatisées et dangereusement mystifiées et la référence explicite à « l'Algérie française », concédée à Mostaganem, lors du même voyage.

On repoussait avec horreur la seule perspective de l'indépendance, qualifiée de sécession, en renouvelant le défi si malencontreusement jeté à la Guinée de Sekou Touré. On considère aujourd'hui qu'il va de soi que l'autodétermination aboutira à l'indépendance.

On contestait — et en quels termes ! — la représentativité du G.P.R.A.

On voulait octroyer des institutions à l'Algérie sans et, au besoin, contre le F.L.N., en s'accrochant à une troisième force chaque jour plus illusoire. C'est avec le F.L.N. qu'on traite.

On faisait de la cessation préalable des attentats (les couteaux au vestiaire !) la condition des pourparlers, alors que nous disions : parlez et vous ferez cesser les attentats. On vient de se rallier à notre manière de voir.

On prétendait traiter isolément le problème du Sahara. On reconnaît maintenant que le Sahara fait partie du territoire algérien.

Pendant des années, dans des meetings, des conférences de presse, des livres, des brochures, des articles, des manifestations tantôt autorisées tantôt tolérées, tantôt interdites et

par **Edouard DEPREUX**

parfois sauvagement réprimées, nous avons, contre les derniers gouvernements de la IV^e République et les dirigeants de la V^e, inlassablement réclamé la paix négociée. On s'obstinait à vouloir dicter unilatéralement les conditions de cette paix. On négocie aujourd'hui.

Nous ne dirons certes pas, comme jadis le colonel de La Rocque, que nos idées sont au pouvoir. S'il en était ainsi, la conclusion du conflit aurait été non seulement plus rapide, mais différente : en extirpant toutes les séquelles du colonialisme économique, comme du colonialisme politique, nous aurions abouti à un règlement plus conforme aux intérêts solidaires du peuple français et du peuple algérien.

C'est beaucoup trop tardivement, après des années de crimes, de tortures qu'on n'ose plus nier, d'assassinats creusant un fossé chaque jour plus profond entre deux communautés qu'il s'agit de faire vivre ensemble, qu'on s'est résigné, de mauvais gré et dans de mauvaises conditions, aux solutions que nous avons toujours considérées comme les seules possibles.

Cette victoire du bon sens est, dans une large mesure, la nôtre. Nous devrions nous en réjouir.

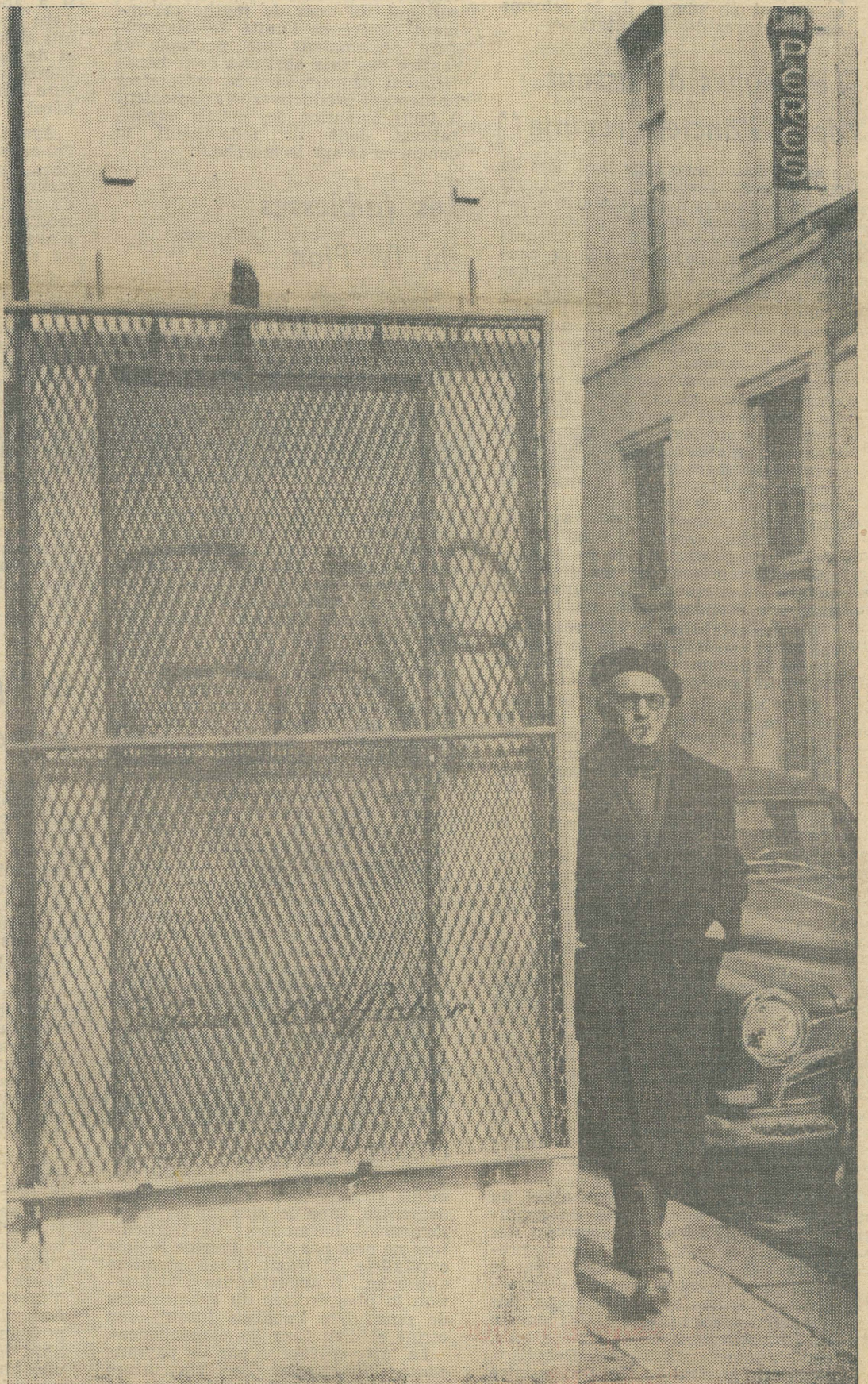
Nous ne le pouvons pas.

Jamais, en effet, le chiffre quotidien des morts et des blessés graves n'a été aussi élevé que ces jours derniers à Alger, à Oran, à Bône. Il ne suffit pas de décréter le « cessez-le-feu ». Il faut l'appliquer. Après sept années et plus de quatre mois d'horreurs, une guerre injuste et absurde entre l'Etat français et le peuple algérien — au cours de laquelle, suivant l'expression bouleversante d'André Philip, la France risquait de perdre son âme — va, sur le papier, se terminer. Une telle évolution est irréversible. Comment, cependant, nous abandonner à l'allégresse ? Comme l'a si justement remarqué Pierre Stibbe devant notre Comité politique national, elle laisse derrière elle deux guerres civiles, l'une en Algérie, l'autre en France. Voilà le plus clair résultat d'une série de capitulations depuis le 6 février 1956, et d'une pusillanimité frisant la complicité, d'un grand nombre de cadres du régime et de plusieurs des princes qui nous gouvernent, vis-à-vis des factieux civils et militaires d'Algérie et de France. Chaque jour nous apporte des témoignages nouveaux de l'impuissance, voire de la démission de l'Etat : vols impunis d'effets militaires, d'armes, de millions de francs, évasions de prisonniers et, pour couronner le tout, expulsion par l'O.A.S. du territoire algérien de onze journalistes italiens dont les autorités françaises n'ont pas su assurer la protection. Puisse le G.P.R.A. ne pas être trop pointilleux sur la définition des

(Suite page 4.)

G. A. R.

Groupes d'Action et de Résistance



(Elie Kagan.)

A la F.N.S.E.A. l'évolution se poursuit

Où en est le syndicalisme paysan au lendemain du XVI^e Congrès de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (F.N.S.E.A.) qui s'est tenu à Paris la semaine dernière ? Il est encore trop tôt pour en mesurer la portée réelle et déterminer l'ampleur des nouvelles orientations qui s'y sont affirmées. Cependant, il apparaît dès maintenant comme une étape importante dans l'évolution de l'organisation professionnelle.

Il suffit de rappeler ce que furent les conclusions des précédents congrès pour mesurer le chemin parcouru.

Celui de 1960 consacre la victoire de la tendance la plus conservatrice, animée par MM. Courau et Deleau, respectivement président et vice-président de la F.N.S.E.A. S'alignant sur les gros agrariens du Nord et du Bassin parisien, qui disposent d'exploitations importantes techniquement bien équipées, ils défendent une politique agricole réduite à une défense des prix. Ils réussissent à écarter les représentants des jeunes agriculteurs pour qui les problèmes primordiaux se situent au niveau de la réforme des structures des exploitations.

Les jeunes à l'assaut de "l'ancien régime"

Mais, douze mois plus tard, lors du XV^e congrès, l'évolution des rapports de force permet à ces derniers d'imposer l'essentiel de leur programme. Que se passe-t-il ? Les dirigeants nationaux ont compris qu'ils ne peuvent plus lutter à contre-courant, que les conceptions défendues par les jeunes gagnent de plus en plus de terrain et qu'ils doivent les annexer s'ils veulent conserver la direction de l'appareil syndical. Ainsi, au libéralisme traditionnel, succède le souhait d'une certaine planification agricole. La réforme des circuits de distribution, l'aménagement du régime foncier, la formation professionnelle entrent dans le cadre du syndicalisme paysan traditionnel. Une politique de plein emploi, de hauts salaires, d'aide aux pays sous-développés apparaît à l'agriculture comme la condition de son développement et de sa prospérité. Constamment se manifeste la volonté d'intégration de l'agriculture dans une économie moderne.

Au lendemain de ce congrès, Marcel Bruel, porte-parole de la gauche du syndicalisme, est élu au poste de secrétaire général de la F.N.S.E.A.

Cette nouvelle orientation se manifeste concrètement tout au long de l'année 1961. Certes, les éléments dynamiques ne peuvent pas conduire à leur terme leurs thèses essentielles. Le partage du « pouvoir » avec les hommes de « l'ancien régime », la nécessité de ne pas se couper de la grande masse des agriculteurs encore peu formée aux questions économiques et qu'une habile démagogie peut utiliser pour les combats d'arrière-garde, les conduit à progresser avec prudence.

Cependant, un certain nombre de revendications qui, quelques mois plus tôt, n'auraient eu aucune chance de recueillir une majorité, obtiennent le soutien de tous lors des tables rondes réunies au lendemain des manifestations du mois de juin : réforme du F.O.R.M.A. (Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles), protection sociale, groupements de producteurs, droit de préemption pour les Sociétés d'aménagement et d'établissement rural (S.A.F.E.R.), etc.

Au niveau de la présentation du programme, l'aile gauche du syndicalisme paysan a su marquer des points importants, repris pour la première fois dans leur ensemble par le principal rapport soumis aux congressistes, la semaine dernière. Le fait que ce rapport intitulé « L'expansion et l'organisation de la production », soit présenté par Michel Debatisse, secrétaire général du C.N.J.A., montre assez toute l'autorité que cette tendance a su rapidement conquérir au sein de l'ancienne organisation réactionnaire.

Un des éléments nouveaux, et qui apparaît ici révolutionnaire, réside dans l'affirmation qu'il existe une très grande diversité entre les régions et que l'on ne peut appliquer à toutes la même politique agricole.

Ainsi, une certaine solidarité doit exister entre les régions riches et les régions pauvres afin de permettre à ces dernières de rattraper leur retard, de se moderniser, de s'équiper. Ceci conduit le rapporteur à préconiser, par exemple, une politique des investissements et du crédit différenciée suivant les besoins plus ou moins urgents des régions, à demander que certaines productions soient réservées à des régions où elles sont prospères et assurent une grande partie des revenus. Il envisage également la possibilité d'une réservation de certaines productions au bénéfice des petits exploitants, à titre temporaire, afin de leur permettre, en s'insérant dans le cadre de groupements d'exploitations, de s'adapter aux exigences de l'économie moderne.

Ces mesures ne trouveront leur pleine efficacité que si une politique cohérente d'aménagement du territoire, de décentralisation industrielle, est enfin mise en application.

Ce programme s'oppose à toutes les théories mises en avant par les leaders traditionnels du monde paysan qui, au nom du mythe savamment cultivé de l'unité de l'agriculture, réclamaient une politique de soutien des prix agricoles dont bénéficiaient exclusivement les entreprises hautement productives et s'opposaient à toute évolution des petites exploitations dont ils redoutaient la concurrence sur le marché.

Les faiblesses du IV^e Plan

D'autre part, Michel Debatisse aborde le problème du plein emploi en agriculture. Il constate que cette dernière apparaît de plus en plus comme étant l'activité du trop plein de main-d'œuvre. Pour que disparaisse le « chômage caché » qui existe dans les campagnes, il faut que soient prévues des structures d'accueil dans les autres secteurs de l'activité économique et en particulier dans l'industrie. Or le IV^e Plan n'a pas prévu les 100.000 emplois nouveaux nécessaires chaque année pour absorber tous ceux qui abandonnent le monde agricole. Car cela nécessiterait une dépense totale d'investissements privés ou publics de l'ordre de 700 à 1.000 milliards d'anciens francs. (Un peu moins que la guerre d'Algérie.) D'autre part, la logique du régime capitaliste interdit le développement des investissements (notamment par un accroissement des charges budgétaires) qui, risquant de diminuer la consommation, briserait l'équilibre production-consommation, impératif absolu pour les industriels.

Ainsi, la politique économique du régime actuel conduit au maintien d'une population agricole excédentaire dont le monde paysan refuse de supporter seul la charge. « Le transfert de revenu demandé par l'agriculture au nom de la parité n'est pas justifié seulement par la distorsion des termes de l'échange ou la situation des marchés d'exportation, c'est aussi une indemnité de chômage sous la forme du maintien d'un certain nombre de petits exploitants familiaux. »

Cette justification théorique des transferts de revenu peut paraître ambiguë. Cette constatation des faiblesses du IV^e Plan conduit-elle le rapporteur, sinon à une justification, du moins à une acceptation des structures économiques du pays ? Nous ne le pensons pas. Il s'agit d'une première mise en cause du système lui-même. Car, au fond, Michel Debatisse démontre, sans le dire, qu'un développement harmonieux de l'agriculture ne peut pas s'effectuer en régime capitaliste. Il s'agit d'une première approche... Il appartiendra à la fraction la plus évoluée du syndicalisme de poursuivre l'analyse jusqu'à son terme et d'en tirer les conséquences. La lutte entreprise par les paysans contre l'intégration de l'agriculture par des firmes industrielles doit aider à cette prise de conscience, à cette remise en cause de toutes les formes du système dit « libéral ».

La droite contre-attaque

Ainsi peut-on dire que le principal rapport présenté lors du dernier congrès de la F.N.S.E.A. marque un renforcement des thèses des éléments de gauche du syndicalisme paysan, un nouveau pas en avant, un succès dans leur stratégie d'ensemble.

Faut-il en conclure que la victoire est assurée ? Que les « féodaux » mordent la poussière et s'avouent vaincus ? Nullement : les débats l'ont montré.

N'ayant pas réussi à obtenir la mise en cause du rapport de M. Debatisse lors de la réunion du conseil d'administration précédant le congrès, le président de l'Association générale des producteurs de blé (A.G.P.B.), Deleau, a su fort habilement contourner l'obstacle.

Ne s'opposant nullement au rapport moral présenté par Bruel, large introduction au rapport général, il a simplement voulu le compléter. Se référant aux accords de Bruxelles et à une décision que le Conseil des ministres devait prendre le lendemain, il a abordé le problème des prix ! Avec une grande finesse, il s'est permis ainsi de présenter « son » rapport et de faire adopter l'ensemble de ses thèses, éclipçant dans une large mesure l'intervention du secrétaire général.

Ayant ainsi obtenu, par le vote à l'unanimité d'une motion particulière, que le problème des prix demeure la préoccupation fondamentale du syndicalisme dans ses actions immédiates, M. Deleau et son équipe n'avaient aucun intérêt à s'opposer au rapport général.

Cette faiblesse tactique des dirigeants de gauche doit très rapidement être surmontée s'ils veulent enfin devenir maître des débats. L'élimination avec une incroyable facilité de la fédération d'Ille-et-Vilaine, sur le simple prétexte d'un retard de huit jours dans le paiement des cotisations illustre parfaitement l'absence de tacticiens formés parmi les jeunes générations.

L'habile reconversion de l'aile conservatrice qui, comprenant qu'elle ne peut plus s'opposer aux réformes de structure, accepte les propositions limitées des jeunes afin de les inscrire dans une orientation économique conforme à ses principes, présente un très grave danger auquel il faut trouver rapidement une réponse.

Le "progressisme" gouvernemental

De même, la longue intervention du ministre de l'Agriculture, M. Pisani, peut susciter bien des commentaires. Reprenant à son compte toutes les thèses défendues par Bruel et ses amis, annexant à son profit les principales conclusions du rapport général, il s'est permis d'être l'homme « le plus à gauche » du congrès ! Il n'a pas hésité à mettre en cause la structure foncière, le droit de propriété. Il a souhaité que le remembrement devienne obligatoire. Il s'est prononcé pour un renforcement d'une coopération renouée qui, entre autres, sauvegarde davantage les intérêts des fermiers. Enfin, il a déclaré que les investissements dans les régions déshéritées étaient plus importants pour l'agriculture que le soutien des marchés.

Démagogie ministérielle, habileté d'un homme qui entend se concilier la faveur des agriculteurs pour assésor sa fortune politique ? Oui, peut-être... Mais il nous apparaît qu'une telle orientation correspond à la volonté de M. Debré. Le Premier ministre et les technocrates qui l'entourent souhaitent que l'agriculture française se modernise, absorbe le progrès technique, contribue à l'équilibre de l'économie nationale, ne soit plus une assistée. De plus, la situation misérable de beaucoup d'agriculteurs crée un malaise social permanent dont il ne veut pas voir profiter les ennemis du régime.

Ceci le conduit à accepter un certain nombre de revendications formulées par les jeunes, à lutter d'une certaine façon contre les plus conservateurs (dont un certain nombre, issus de la Corporation Paysanne, sont les amis de M. Duchet). Il entend aider l'agriculture à faire sa révolution industrielle, il veut conquérir la clientèle électorale des campagnes !

Cependant, cet « accord » momentané ne doit pas tromper les responsables paysans. Ils savent que la « révolution » de M. Debré n'est pas celle qu'ils ont entreprise. Ils n'ignorent pas les principes de l'économie libérale et donc la portée limitée des victoires que l'on peut remporter au niveau des cabinets ministériels. Il leur appartient de bien mesurer la stratégie du pouvoir actuel et d'éviter que certains d'entre eux n'en soient dupes. L'échec jusqu'à ce jour de leurs revendications essentielles leur démontre que le gouvernement ne peut à la fois servir les intérêts de la grande industrie et aider à la création d'une agriculture de type socialiste... Le problème de la Villette illustre clairement les limites du « progressisme » gouvernemental et la tactique de la droite du syndicalisme.

Former des militants et prendre la relève

La majorité des congressistes ne s'y est pas trompée. Les défenseurs du « plan Bruel » ont été applaudis. Son principal adversaire, M. des Courtils, président de la Confédération nationale de l'Élevage, n'a eu droit qu'à quelques sifflets. Le fait qu'un délégué du Finistère en ait tiré argument, aux applaudissements de l'assemblée, pour mettre en cause l'existence des associations spécialisées de la F.N.S.E.A., bastions les plus réactionnaires, est un signe de l'évolution des esprits.

Certes, les élections au Conseil d'administration n'ont pas entraîné de grands bouleversements. L'élimination de M. Van Graefshépe, membre de l'ex-Comité de Vincennes, n'a pas grande signification, car son remplaçant est tout aussi à droite. Cependant, l'élection de M. Hubert Buchon, ancien président du C.N.J.A., éliminé il y a deux ans, prend valeur de test. Elle signifie un renforcement dans le pays de toute la tendance de gauche.

Le XVI^e congrès de la F.N.S.E.A. se situe donc dans cette évolution constante qui, depuis quelques années, bouleverse les cadres traditionnels du syndicalisme paysan.

Il marque, sur le plan de l'élaboration du programme, de l'analyse de la situation de l'agriculture et des réformes de structure à promouvoir, une consolidation des thèses défendues par Marcel Bruel et ses amis.

Mais la Fédération nationale va continuer à être dirigée, au cours des mois qui viennent, par un Conseil d'administration à majorité conservatrice et M. Courau en assumera de nouveau la présidence, assisté de cadres administratifs dont une grande partie se réclame de Maurras...

Que l'ensemble du syndicalisme et le gouvernement se déclarent partisans d'une même politique doit conduire les hommes de gauche à s'interroger sur la solidité de leur stratégie et la valeur de leurs armes. Qui vaincra ? Les éléments progressistes du syndicalisme agricole se trouvent à un carrefour. Ils doivent former très rapidement des cadres, des militants connaissant les questions économiques et susceptibles de prendre en main les organismes qui commanderont les structures de l'agriculture de demain (syndicats, coopératives, crédit...). Car bientôt les équivoques devront être nécessairement levées et les rapports de force seront déterminants.

Pierre VISSAC.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

L'alliance "patronat-travailleurs" ...à la manière gaulliste

LES tragiques événements du 8 février à Paris permettent — dans leurs prolongements — de mettre à nu la mentalité réelle d'un patronat de combat que le régime de la V^e République favorise. Tout comme le chef des sbires de Charonne félicite ses tueurs en casques et à matraques, des patrons se sentent assez protégés pour profiter de la légitime émotion des travailleurs et, voulant leur faire payer leur participation aux imposantes manifestations des 9 et 13 février, tentent de jeter à la rue les responsables syndicalistes de leurs entreprises, espérant ainsi tenir plus facilement à leur merci les salariés plus ou moins consentants.

Les quelques faits qui suivent nous sont communiqués par des camarades de bonne foi. Ils ont fait aussi, pour certains, l'objet d'articles dans la presse quotidienne. Nous les réunissons dans notre hebdomadaire pour montrer à nos lecteurs que la lutte contre le régime gaulliste, c'est aussi une bataille constante contre un capitalisme égoïste et revanchard qui n'a pas encore digéré certaines conquêtes ouvrières (conquêtes bien modestes cependant) et qui n'hésite pas à pratiquer, parfois, la provocation sociale.

● 1^{er} fait : Nous lisons dans « Le Monde » du 28 février que l'Imprimerie Taupin a licencié 11 ouvriers qui avaient fait la grève le 9 février. Cette entreprise avait commencé à renvoyer 29 employés. En en réintégrant 18, elle s'est débarrassée d'un délégué syndical. « Grève politique », affirme la direction parce que sur 1.000 salariés, employés (beaucoup de femmes) et de jeunes de moins de 17 ans), 29 ont fait grève pour protester contre la tuerie de Charonne.

En réalité, l'occasion s'est présentée de « mater » le personnel et d'éliminer toute action syndicale.

● 2^e fait : A la Société Photopoint, après avoir prévenu le directeur-gérant, trois employés décident de se rendre aux obsèques du 13 février. A leur retour, le fondé de pouvoir leur reprocha ce qu'il nomma « un abandon de poste », émit des doutes sur leur conscience professionnelle et s'inquiéta de leurs opinions politiques et syndicales.

Une des trois employés — une

photographe — fut renvoyée sans préavis et traitée avec un manque de tact évident. Ses deux collègues, — un chef de studio dessin et un dessinateur — outrés de cette attitude révoltante, donnèrent spontanément leur démission.

● 3^e fait : Il s'est produit à la Société « Zinc et Alliages » de Levallois. Deux secrétaires de direction décident de faire circuler un appel à la grève pour le 13 février et à la participation aux obsèques des victimes de Charonne. Sur 23 collaborateurs, 16 donnèrent leur accord à la proposition que les deux secrétaires leur soumettaient.

Le directeur, mis au courant de cette initiative, décida de licencier l'une des secrétaires, Mme Clorennec. Le lendemain, l'autre secrétaire, Mlle Vaissière refusa de taper la lettre de licenciement de sa collègue et réaffirma son entière solidarité avec elle. Le directeur, M. Wahl, furieux, la licencia elle aussi sans préavis. Mais le pauvre directeur n'était pas au bout de sa fureur puisque le chef du service documentation, Mme Vigier, affirma à son tour son accord avec ses deux collègues et demanda à subir leur sort. M. Wahl refusa cependant et « prit acte »...

Cependant, les deux secrétaires n'ayant pas reçu leur lettre de licenciement se présentèrent à leur poste le lundi suivant. Le directeur les expulsa et précisa à Mme Clorennec qu'il lui supprimait tout préavis.

Bien sûr, cet irascible et antisocial directeur appuie son attitude antisyndicale sur des motifs professionnels. Il pense que la loi prud'homale lui sera favorable.

« Zinc et Alliages » n'a jamais admis la nomination de deux délégués du personnel auprès de la direction. La société a réussi depuis deux ans à pratiquer une politique paternaliste dont le seul but est d'empêcher toute action syndicale concertée.

En définitive, qu'il s'agisse des faits mentionnés plus haut ou d'autres attitudes antiouvrières pratiquées tant à Saint-Denis qu'à La Courneuve ou ailleurs, on constate que, sous le régime gaulliste et sous le couvert d'un prétendu ministre du Travail, un patronat de combat tente de réduire par

Grève politique

AINSI, un certain nombre d'employeurs ont cru pouvoir congédier ou sanctionner des salariés, parce que, récemment, ils avaient fait grève, quelques heures, soit en vue de protester contre les odieux agissements de l'O.A.S. soit pour s'associer à ces impressionnantes obsèques qui furent faites aux victimes de la manifestation du 7 février.

Ces mesures appellent une fois de plus, l'attention sur la question de la grève politique.

Cette question est née du caractère rudimentaire des dispositions légales relatives à la grève. La Constitution de 1946, dans son préambule, s'était bornée à dire que le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent. Et la loi du 11 février 1950, elle, s'est bornée à dire que « la grève ne rompt pas le contrat de travail, sauf faute lourde imputable au salarié ».

C'est sur ces minuscules fondements qu'il a fallu que les tribunaux édifient de toutes pièces, ou à peu près, le droit de grève. Et, en collaborant à cette œuvre, un jour, le commissaire du gouvernement Gazier, devant le Conseil d'Etat, déclara : « Lorsque dans un Etat, l'autorité constituante est volontairement équivoque, l'autorité législative systématiquement défailante, l'autorité gouvernementale perpétuellement hésitante, ce n'est pas le juge seul qui peut redresser la situation. »

Appelée à se prononcer sur des grèves de protestation contre des mesures gouvernementales, la Cour de Cassation, considérant la grève comme devant être exclusivement utilisée à des fins professionnelles, les a dites illicites.

Mais voici qu'en février 1960, la question a pris un aspect nouveau. A l'appel des trois grandes centrales, et avec la tolérance pour ne pas dire l'approbation tacite du gouvernement, de très nombreux travailleurs

tous les moyens la combativité ouvrière.

Il se pourrait bien que ces victoires fussent sans lendemain... lorsque les syndicats auront enfin compris que la défense des travailleurs est intimement liée à la lutte politique contre le régime actuel.

H. MARTEL.

du secteur public ou du secteur privé se mirent en grève pendant une heure.

Bien mieux, quand on craignait, au moment du putsch, l'arrivée de parachutistes, Debré invita tous ceux qui l'écoutaient à la radio, à se rendre sur les aérodromes, « à pied ou en voiture ». Parmi ces auditeurs, n'y en avait-il pas qui, alors, se trouvaient au travail de nuit et qui, pour répondre à son appel, eussent dû se mettre en grève ?

Demain, contre l'O.A.S., et pour paralyser son action, de nouvelles grèves ne seront-elles pas un des meilleurs moyens, peut-être l'ultime, de sauver les libertés publiques ?

Faudra-t-il les dire illicites et autoriser les employeurs à les sanctionner ? C'est la question que posent les prétentions actuelles de certains de ces employeurs.

Le problème est de taille et il peut se poser ainsi : la République est dangereusement menacée ; une grande partie de l'Armée et de la Police la trahissent ; on sait avec quelle faiblesse le gouvernement réagit ; il n'est que de penser aux évocations, aux acquittements, à l'impunité des plottiers, à la façon dont Salan organise la guerre civile sans que, depuis un an, on l'ait retrouvé.

Alors le dernier rempart, n'est-ce pas le peuple, la masse des travailleurs ?

Ne peut-on dire, à la façon du commissaire du gouvernement Gazier : « Lorsque, dans l'Etat, l'autorité du chef est volontairement équivoque, l'autorité législative systématiquement défailante, l'autorité gouvernementale perpétuellement hésitante, c'est le peuple qui peut, seul, redresser la situation. »

Il est des temps où la grève n'est plus seulement une arme professionnelle, où, sans même être une arme révolutionnaire, elle est un procédé de défense démocratique ; elle change de nature avec l'objet même pour lequel est consenti le sacrifice qu'elle représente.

Et lorsqu'elle tend, bien plus qu'à défendre des intérêts professionnels, qu'à revendiquer des améliorations de salaires, à sauver la Démocratie, on ne peut croire que les tribunaux de la République statuant « au nom du peuple français », continuent à la qualifier d'illicite.

Les 17-18 MARS A PARIS

Premier colloque français sur la planification démocratique

Dans huit jours, se tiendra à Paris (1) un Colloque sur la planification démocratique appelé à un réel retentissement. D'ores et déjà, ses organisateurs sont assurés du succès puisque des centaines de personnalités, des mondes syndical, politique, universitaire, ont annoncé leur participation. La grande presse, pourtant réticente habituellement envers ce genre de sujet et de manifestation, l'a largement annoncé en raison de la qualité des organisateurs et des participants.

L'HISTOIRE de ce Colloque est simple ; l'été dernier un certain nombre de fonctionnaires et de dirigeants politiques et syndicaux pensèrent que le moment était venu de tirer les leçons du IV^e Plan alors en voie d'achèvement. Sa mise au point avait souligné les insuffisances que la C.F.T.C. et le P.S.U. avaient pour leur part dénoncées depuis longtemps ; elle avait permis de préciser les limites d'un certain nombre d'améliorations apportées à l'élaboration de ce IV^e Plan ; enfin, elle avait permis un progrès sérieux de la réflexion de bien des syndicalistes et des fonctionnaires touchant de près le Plan.

Le moment était donc propice à une mise en commun de ces remarques ainsi qu'à un approfondissement de la réflexion sur ce qu'il conviendrait de faire. De plus, divers indices montraient que la V^e République allait utiliser le IV^e Plan comme une diversion politique, plus ou moins destinée à faire croire que « la grande affaire de la France » — selon le mot du général de Gaulle — ce n'était pas la paix en Algérie, mais le vote du IV^e Plan.

Quelle que soit, dès à présent, l'importance de celui-ci pour l'économie française, il eût été dangereux de laisser l'opinion publique tomber dans le panneau. Il fallait donc à la fois

accentuer la pression pour la paix et montrer à l'opinion que les perspectives d'une planification démocratique n'étaient encore qu'à peine effleurées par le IV^e Plan. Cela impliquait un effort positif pour préciser ce que pourrait et devrait être la planification démocratique, quels objectifs sérieux elle aurait à se fixer, quelles transformations politiques et institutionnelles elle impliquait, quels bouleversements financiers elle nécessitait, etc.

La participation du P.S.U.

aux travaux préparatoires

Tout naturellement, cette préoccupation s'est fait jour simultanément dans des milieux aussi proches que ceux de la C.F.T.C., du P.S.U., du Club Jean Moulin. Sur la triple initiative de ces groupements, des contacts ont été pris et un comité d'organisation constitué à l'automne, élargissant sur le plan syndical et politique la base initiale du colloque. C'est ce comité qui a désigné les membres des quatre groupes de travail chargés de préparer le colloque.

Les travaux des groupes ont duré trois mois. Ils ont été fort studieux, permettant un approfondissement des idées et des propositions sur la planification qui n'avait pas encore été fait en France. Nul ne s'étonnera que nos camarades du P.S.U. y aient joué un rôle décisif, le parti étant depuis longtemps préparé à ce genre de discussions ainsi qu'en témoignent les textes que vient d'élaborer le Comité Politique national sur ce sujet.

Un premier résultat positif de ces travaux a été de voir l'audience que nos suggestions recueillaient dans les groupes aussi bien auprès des syndicalistes de la C.F.T.C. et de l'U.N.E.F. que des universitaires qui participaient aux travaux. Il n'est pas exagéré de penser que le P.S.U. a ainsi marqué, sur le plan intellectuel et politique, des points analogues à ceux que son dynamisme dans les manifestations lui faisait gagner sur un autre plan.

Deux rapports introductifs

Les rapports introductifs du colloque, sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir, porteront en tout

LES ORGANISATEURS DU COLLOQUE

Voici la liste des vingt et une personnalités ayant signé le manifeste d'organisation du Colloque :

● UNIVERSITAIRES : MM. les professeurs Henri Bartoli, Pierre Bauchet, Maurice By, Maurice Duverger, Léo Hamon, André Hauriou et André Philip.

● SYNDICALISTES (à titre personnel) : MM. Michel Debattiste (C.N. des jeunes agriculteurs), Eugène Descamps (C.F.T.C.), Pierre Le Brun (C.G.T.) et Charles Martial

(F.E.N.). L'U.N.E.F. a suivi à titre d'observateur — mais très activement — la préparation du Colloque. Des syndicalistes Force Ouvrière y assisteront en tant qu'invités.

● PERSONNALITES POLITIQUES (à titre personnel) : MM. Armengaud (sénateur indépendant), Georges Delfosse (M.R.P.), René Capitant (U.D.T.), Albert Gazier, Ludovic Tron et Alexandre Verret (S.F.I.O.), Henri Longeot, Serge Mallet, Pierre Mendès-France et Georges Suffert (P.S.U.).

cas la trace de notre influence. Ils seront au nombre de deux.

1) Un rapport sur la participation des groupes sociaux à l'élaboration et à l'exécution du plan. Ce texte soulignera la nécessité pour le plan de se fixer des objectifs sociaux et économiques prioritaires permettant l'adhésion des masses à ces choix sur l'avenir du pays ; il détaillera également les transformations politiques et institutionnelles nécessaires à l'élaboration et à l'exécution d'un plan réellement démocratique. Ce texte sera présenté au nom de deux des groupes de travail par Gilbert Mathieu.

2) L'autre texte, présenté par Alexandre Verret, traitera des implications financières du plan ainsi que de diverses questions connexes à l'exécution du plan démocratiquement défini (contrôle des moyens de financement, réforme de la fonction publique et du système bancaire, orientation de la consommation, rythme du progrès technique, etc.).

La lumière — et à fortiori l'accord — ne pourra certainement pas être faite sur tous ces sujets, les 17 et 18 mars. Mais d'importants progrès ont d'ores et déjà été réalisés dans la compréhension de ce qu'il faut faire, et les débats permettront certainement de mieux cerner les difficultés. Les points litigieux seront repris plus tard. D'ailleurs, certains aspects particulièrement difficiles qui ne pouvaient être traités sérieusement dans un si court délai seront étudiés ultérieurement : politique de distribution des revenus, rapports entre le plan national, le Marché commun et les échanges internationaux, modalités du plan dans l'agriculture...

Le Colloque des 17 et 18 mars est le premier d'une série. A nous de nous en servir pour faire avancer nos propositions et les populariser.

M. Rungis.

(1) Salle du Syndicat du Livre, 94, bd Blanqui, Paris-13^e.

M. Le Tac, le C.N.L. et la presse

Le scandale du Comptoir National du Logement présidé par le préfet honoraire Haag est encore dans toutes les mémoires. Un des aspects les plus révélateurs de cette sinistre affaire est sans doute la révélation faite par le Tribunal de Commerce d'un versement de 33.500.000 anciens francs effectué par ledit C.N.L. (avec l'argent des souscripteurs) au profit d'une société d'édition la S.P.I.D. présidé par Joël Le Tac, député et secrétaire général de la fédération U.N.R. de la Seine.

Au cours d'une enquête appuyée sur des témoignages de grand poids, Gilbert Mathieu pouvait écrire dans le Monde du 12 mars 1961 : « Les chèques des administrateurs inculpés

tion au moins partielle à la crise du logement. Il s'agissait de construire en série, par groupe de 500 des logements de 2 pièces d'une superficie de 40 m² qui pourraient être habités par 4 personnes dont 2 enfants ! Il s'agissait bien sûr de vendre ces logements et de réaliser ainsi une excellente affaire commerciale. Qu'importe les inconvénients résultant de ce surpeuplement, d'une surface habitable extrêmement réduite, encore inférieure aux traditionnels « logécos », la rentabilité était certaine.

C'est sans doute pour cette dernière raison que l'U.N.R. en fit son cheval de bataille durant la campagne des élections municipales de mars 1959. La Nation, périodique officiel du



ont été... intégralement versés dans les semaines qui ont suivi les élections municipales de mars 1959 », donc utilisés à des fins politiques. Ce qui lui a valu — ainsi qu'à plusieurs autres quotidiens qui reprirent cette information — de faire l'objet d'une plainte en diffamation. Les débats de cette affaire qui vient d'être plaidée devant la 17^e Chambre paraissent, a priori, confirmer le bien-fondé de l'article incriminé. Le président lui-même en vint à déclarer qu'il comprenait que le journal électoral de M. Le Tac était celui du C.N.L.

Il semble bien, en effet, que les liens entre le C.N.L., ses administrateurs inculpés, l'U.N.R. et M. Le Tac furent étroits.

Un fait le montre :

Fin février 1959, MM. Haag et Pouillon présentaient à la presse un projet d'appartement « révolutionnaire » dont ils attendaient une solu-

parti gaulliste reprit à son compte, mot pour mot, le projet de MM. Pouillon et Haag. Un long article du sieur Jacques Malleville, député du 11^e arrondissement faisait l'éloge de cette « nouvelle » formule tout en taisant — par pudeur, sans doute ! — l'identité de ses initiateurs.

« L'initiative privée, y était-il dit, a voulu montrer qu'elle était capable de faire avec moins d'appuis officiels, aussi bien (sic) que l'initiative publique ou semi-publique. »

Ce projet, faut-il le souligner, ne vécut que l'espace... d'une campagne électorale. En choisissant l'initiative privée contre les H.L.M. pour résoudre la crise du logement, l'U.N.R. bien involontairement sans doute, ajoutait une nouvelle pièce à charge dans le dossier déjà fort lourd du régime gaulliste.

L. H.

Suite de l'éditorial

« interlocuteurs valables » et sur la représentativité de ceux avec lesquels il va traiter !

Celui qui est bien certain, c'est que, pour les adversaires de la guerre d'Algérie, l'heure de la démobilisation n'a pas sonné. La lutte pour la paix — la paix effective, la seule qui doit compter — doit être poursuivie. Elle se confond de plus en plus avec la bataille contre les fascistes, des deux côtés de la Méditerranée. Il ne s'agit pas d'employer contre eux leurs procédés, de répondre aux plastiquages par des contre-plastiquages, aux enlèvements par d'autres enlèvements, aux meurtres de gangsters par d'autres meurtres de gangsters. Grâce aux Groupes d'Action et de Résistance (les G.A.R. dont les initiales visibles en tant de lieux attestent le réveil de l'opinion populaire), nous devons assurer la protection des personnes, la garde des locaux, identifier, démasquer, dénoncer les

complices des assassins et des racketteurs et, bien entendu, préparer les actions de masse libératrices.

Je ne suis pas guidé par le seul patriotisme de parti si j'ajoute : la victoire de la paix et de la liberté exigent le développement incessant du P.S.U. Les adhésions que nous apporte chaque courrier sont réconfortantes. Beaucoup de jeunes garçons et de jeunes filles en particulier ont compris qu'il n'était plus possible, dans les jours difficiles que nous vivons et allons vivre, de rester inorganisés et ont décidé de rejoindre nos rangs.

Ayez toujours des bulletins d'adhésion dans la poche et remettez-les à vos camarades de travail, après leur avoir fait connaître notre programme. Pensez à notre souscription permanente : c'est une contribution, croyez-moi, et pas la moins efficace, à la lutte antifasciste.

Edmond DEPREUX.

8 Février 1962

Un nouveau témoignage

Dans un de nos précédents numéros, nous avons publié la lettre que notre camarade Roland Florian a adressée, à la suite des incidents du 8 février, au ministre de l'Intérieur.

Nous publions aujourd'hui une nouvelle contribution à l'enquête : la déposition que vient d'adresser notre camarade Edouard Depreux au directeur de la Police judiciaire et à la Ligue des Droits de l'Homme.

Le 8 février 1962, je me suis rendu à la gare de Lyon en vue d'une manifestation anti-O.A.S. qui devait s'effectuer de gagner la Bastille.

Le cortège s'est ébranlé comme convenu à 18 h. 30 rue de Lyon. Nous nous sommes rapidement trouvés en présence d'un important barrage de police et nous avons fait demi-tour, regagné le boulevard Diderot, pris la direction de la Nation et tourné à gauche au-delà de la rue de Chaligny pour rejoindre la rue de Charonne.

La manifestation a été calme et digne. Il n'y a eu à aucun moment la moindre trace de provocation de qui que ce soit.

A 19 h. 30, un peu au-delà du métro Charonne, Bouret de la C.F.T.C. aux côtés duquel je me suis trouvé pendant la majeure partie de la manifestation, et Tollet de la C.G.T. ont lu, l'un et l'autre, une déclaration identique et brève, faisant appel à la dispersion.

C'est à ce moment que 30 ou 40 policiers se sont rués au pas de course sur cette foule pacifique et d'autant plus surprise que le mouvement de dispersion était esquissé. J'ai d'ailleurs entendu autour de moi plusieurs personnes dire : « Ne vous sauvez pas ; puisqu'ils voient que nous nous séparons maintenant, ils ne frapperont pas. » Quelle erreur !

J'ai assisté l'an dernier et cette année à un grand nombre de manifestations. J'ai vu notamment au métro Saint-Paul, le 19 décembre, des policiers se livrer à une répression d'une rare brutalité. Je n'ai jamais assisté à un spectacle aussi horrible que celui du 8 février. Les coups de matraque ont plu à tort et à travers sur des hommes, des femmes, des vieillards, des enfants, des manifestants et des passants. Tout autour de moi, des gens — je le rappelle, très paisibles — s'écroulaient sous les coups et continuaient d'être frappés tandis qu'ils

étaient à terre et perdaient leur sang en abondance.

Mon ami Jean Verlhac, membre du Bureau National du P.S.U. a été sauvagement frappé à mes côtés et on a diagnostiqué un hématome.

Nous avons conduit les blessés à l'Agence Citroën transformée en poste de secours. Certains étaient encore terrorisés plus par ce qu'ils avaient vu que par ce qu'ils avaient souffert.

Je tiens à préciser qu'avant la charge des policiers, il n'y avait pas eu la moindre provocation verbale de la foule. Les cris qui avaient été proférés au cours de la manifestation ne concernaient que l'O.A.S. et au dernier moment, on ne pouvait même plus entendre ces cris puisque la foule s'était recueillie avant la dispersion pour écouter les courts appels des deux délégués syndicalistes.

Des communiqués officiels ont tenté de faire croire que la manifestation était purement communiste. Aussi bien en tête du cortège qu'au sein du cortège, les non-communistes, en particulier les membres et les sympathisants du P.S.U., et ceux qui avaient suivi l'appel des différentes centrales syndicales et de l'U.N.E.F., se trouvaient en majorité.

Tous les services d'ordre, y compris celui du P.C., faisaient des appels au calme qui étaient d'ailleurs suivis sans la moindre difficulté.

La seule responsabilité des incidents sanglants incombe aux policiers et la seule question qui se pose est de savoir s'ils ont agi spontanément ou s'ils ont obéi à des ordres d'en haut.

J'ai lu la déposition de Bouret dans « le Monde » et je suis personnellement d'accord avec lui sur tous les points.

Edouard DEPREUX,
Secrétaire National du P.S.U.,
8, rue Henner, Paris-9^e.

Des adhésions significatives

PARMI beaucoup de lettres d'adhésion, quelques-unes, très significatives :

« Les événements actuels m'obligent à prendre position et je pense qu'au sein de votre Parti ce sera chose faite. »

A. L.
Paris-8^e.

« Je crois qu'il n'est plus possible de rester en dehors de ce qui se passe : cela serait pour moi une lâcheté que de laisser le soin aux autres de nous sortir des difficultés dans lesquelles nous sommes, sans y mettre la main, si modestement que ce soit. Voilà les raisons de mon engagement. »

G. F.
Sin-le-Noble (Nord).

« Le 6 février, répondant à l'appel du S.N.I., j'allais manifester, pour que soit respectés les droits

et la dignité de la personne humaine. Le 8 février, répondant cette fois, non à l'appel d'un parti, mais de ma conscience et de mes convictions les plus profondes, je me trouvais, boulevard Voltaire, avec mon mari pour dire non au fascisme.

« Les tragiques événements qui s'y sont déroulés m'ont profondément bouleversée et écoeuvée. Le 12 février, c'est le cœur plein de peine et d'amertume que nous essayons de nous approcher de la République et que, le 13 février nous accompagnions au Père-Lachaise les camarades tombés le 8 à côté de nous.

« Une telle semaine marque dans la vie, et après avoir longuement réfléchi, il me semble qu'on ne peut pas lutter tout seul mais en s'unissant avec tous ceux qui défendent les mêmes valeurs.

« Pour cela, je vous prie d'accepter mon adhésion au P.S.U., et de me faire parvenir ma carte d'adhérente. »

Mme M.-T. P...
Gentilly.

Les gaullistes et la gauche face à l'O.A.S.

JEUDEI dernier, dans un tract diffusé par milliers dans Paris, le Comité de Défense Républicaine (C.D.R.), organisation clandestine gaulliste, rendait à l'avance responsables cent personnalités des crimes de l'O.A.S. « Au premier attentat, souligne le tract, dirigé contre un républicain, l'un d'entre vous paiera. » Cette méthode, qui rappelle fâcheusement celle des otages, compromet ses auteurs plus qu'elle n'atteint l'O.A.S.

Devant la folie meurtrière de l'O.A.S. en Algérie, ses crimes et ses attentats ignobles, les gaullistes perdent leur sang-froid. Violant les principes et les valeurs hors desquels il n'est pas de pays civilisé, les gaullistes s'enfoncent un peu plus chaque jour dans l'arbitraire et contribuent à la dégradation de la nation sur laquelle l'O.A.S. puise sa force.

L'arbitraire et la clandestinité, telles sont les méthodes de ces gaullistes pour combattre leurs adversaires politiques. Le pilote ayant demandé aux passagers de rester à leur place, sages et tranquilles, ces choix étaient inévitables et dans la logique du système. N'ayant pas reçu l'autorisation d'agir en citoyens conscients et actifs, d'intéresser l'opinion au combat anti-O.A.S. et d'essayer de la mobiliser, de jouer le jeu politique normal dans une démocratie véritable, les gaullistes militants se sont transformés en dénonciateurs anonymes, en barbouzes, en contre-terroristes. Ils n'ont pas hésité, imitant l'adversaire qu'il s'agit de combattre, à employer ses méthodes.

Ayant pris l'habitude d'agir dans une atmosphère de complicité et de secret, au lieu de porter le débat sur la place publique, n'ayant de comptes à rendre à personne et encore moins au général de Gaulle qu'à quiconque, les gaullistes ont pris l'habitude des conspirations.

La gauche, elle, victime, et plus que les gaullistes, des crimes de l'O.A.S., consciente comme eux des terribles menaces qu'elle fait peser sur les chances de paix, a su garder son sang-froid et répondre par une volonté émanant de la nation.

Sachant que seule une véritable impulsion populaire peut faire hésiter dans leur détermination ceux qui veulent mettre l'Algérie à feu et à sang, avant d'algériser la France, la gauche a poursuivi cet objectif avec une patience et une constance remarquables. Montrer à l'O.A.S. que la France dans sa masse lui était hostile, n'est-ce pas le meilleur moyen de la combattre ? Que pourront faire les maniaques de l'action psychologique qui ont appris que le révolutionnaire doit évoluer dans la population comme un poisson dans l'eau s'ils savent que les Français de France ne se laisseront pas, comme ceux d'Algérie, « mettre en condition » ?

La gauche a fait la plus éclatante démonstration de son réveil et de sa détermination politique. Passant outre aux menaces et aux interdictions du pouvoir, elle a manifesté dans la dignité contre les assassins et montré qu'elle n'a pas peur de mourir s'il le faut à visage découvert

pour ses convictions. Son héroïsme suprême a forcé l'admiration et déclenché le réveil populaire.

Aujourd'hui, chacun sait très bien qu'au-delà de l'action du gouvernement et des organisations gaullistes clandestines, c'est la détermination des masses déclenchées par la gauche qui peut peser d'un poids déterminant dans l'ultime épreuve de force avec les ultras.

Intensifier l'effort de propagande contre l'O.A.S., mobiliser l'opinion contre ses crimes et ses provocations, tel est aujourd'hui le devoir impérieux de tout Français conscient du péril qui menace. Les militants politiques et syndicaux doivent démultiplier l'action et susciter à tous les niveaux (entreprise, ateliers et bureaux, immeubles, quartiers, villages, écoles, lycées, facultés, etc.) la création des groupes anti-O.A.S.

Emanant de la base et regroupant toutes les bonnes volontés, ces groupes devraient pouvoir isoler, par leur pression psychologique et leur nombre, de la communauté nationale ceux qui rêvent d'un nouveau coup d'Etat. Et n'est-ce pas le meilleur moyen d'obliger, sur le plan local et national, les responsables de la police et de la justice qui hésitent à faire leur devoir et l'armée à obéir ?

Laissant aux gaullistes les activités clandestines et anonymes, le contre-terrorisme et les polices parallèles, la gauche, elle, par une action intensifiée, doit devenir le porte-parole d'une opinion réveillée et vigilante.

Brigitte GROS.

UNE "HONTE"

L'INCIDENT des journalistes italiens à Alger avait-il enfin imposé silence aux prétendus esprits forts qui affectent de dire que le danger constitué par l'O.A.S. est délibérément exagéré et qu'il est faux de qualifier ce mouvement de fasciste ?

Trois faits sont à retenir :

Les gens de l'O.A.S. viennent de faire la preuve qu'ils ne peuvent tolérer la présence de témoins sur les lieux de leurs « exploits ». L'un de ceux qui ont participé à l'enlèvement du correspondant de « La Stampa » l'a déclaré sans ambages : « Nous n'en avons pas tellement contre vous que contre les journalistes, en général, qui sont tous nos ennemis. »

Voilà au moins qui est clair ! La liberté de l'information est intolérable à ceux qui ne comptent que sur la menace, le chantage et le recours à la force. N'est-ce pas un des signes auxquels se reconnaissent les fascistes ?

D'autre part, on ne peut manquer d'être frappé, en cette circonstance plus encore que dans toute autre, de l'impuissance des autorités françaises. A coup sûr, on ne saurait prétendre que la sécurité d'un journaliste exerçant son métier dans les conditions actuelles en Algérie, peut être garantie dans toute circonstance. Les journalistes savent qu'ils courent des risques et ils les acceptent. Mais il est inconcevable qu'ils ne puissent être préservés des incursions de commandos de l'O.A.S. même à l'endroit où ils ont élu domicile, surtout comme c'est le cas lorsqu'il s'agit du plus grand hôtel d'Alger. Les faux gendarmes y entrent plus facilement que les vrais et ils repartent sans être inquiétés.

Enfin, les autorités françaises, déjà bafouées, aggravent leur cas en feignant de prendre l'affaire à la légère et en affectant de la considérer comme un incident sans importance, presque une simple provocation de gens pris de boisson.

Le grand journal britannique, *The Guardian*, porte là-dessus un jugement qui nous paraît excellent : « L'obligation de quitter l'Algérie faite à onze journalistes italiens est une vraie honte. Quant à l'indifférence apparente des milieux officiels, c'est encore pis que cela. »

Le billet de Jean Binot :

"Des passagers bien tranquilles"

LES parents des lycéens plastiquiers arrêtés, que les journalistes sont allés voir, on ne sait au juste quel sentiment ils inspirent : le mépris appuyé ou l'inverse.

A n'en pas douter, leurs propos en font foi, ce sont des gens très comme il faut, de ceux dont a parlé M. de Gaulle, en son dernier discours : de ces « passagers qui savent se tenir à leur place, collectionnent les timbres - poste, regardent les messieurs-dames du petit écran, avalent sans haut-le-cœur les informations saute Terrenoire - en un mot de ces gens qui ne - s'occupent - pas - de politique ».

Seulement, au travers de leur progéniture, une certaine politique s'est occupée d'eux : celle qui ne dit pas son nom, qui ne s'avoue jamais, qui tord le cou aux républicains et, pour ce faire, fabrique du 13 mai comme n'importe quel Debré ou rend infirme pour la vie une fillette qui jouait à la poupée.

Les fils de ces passagers-là, devenus apprentis assassins, les voilà dans le trou, et pour quelle durée ? — car les colonels et les capitaines s'évadent, mais la piétaille croupit en cellule.

Et les jocrisses de l'U.N.R., qui revendiquent la « paix » gaullienne, doivent aussi revendiquer les fruits pourris de la grandeur : ces garçons dévoyés qui sont tout à la fois et tueur et gibier.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 8, rue Henner, Paris-9.)

Le P.S.U., cible des plastiqueurs

A Saintes :

LA Fédération P.S.U. de la Charente-Maritime et la section locale avaient organisé samedi soir, à Saintes, une réunion publique et contradictoire, avec la participation de Jean Binot, membre du Bureau national.

Une centaine d'auditeurs (et non cinquante comme l'ont indiqué la radio et la presse) avaient, en dépit du temps contraire, répondu à l'appel et se trouvaient réunis Salle Centrale, sans nulle protection, cela va sans dire, de la police — il est vrai que se déroulait le même soir un gala de chaussettes noires...

A 22 h. 50 exactement se produisait une explosion d'une extrême violence, crevant les fenêtres, creusant et lézardant le mur, projetant à travers la salle morceaux de bois, gravats et débris de verre, tandis que le souffle consécutif à la déflagration culbutait les sièges et jetait au sol une partie de l'auditoire.

A la stupeur succédait aussitôt l'indignation car le lâche attentat, perpétré depuis la rue adjacente, avait fait cinq blessés dont trois devaient être conduits à l'hôpital. Notre camarade Gelineau, de Thézac, le plus sérieusement atteint, portait une plaie profonde à la tête et avait le lobe de l'oreille gauche déchiqueté. Il reçut des soins immédiats en présence de notre ami le docteur Michel Boucher, secrétaire fédéral.

Précisons que la police — commissaire, capitaine de gendarmerie et leurs hommes — arriva près de trois quarts d'heure après l'attentat, précédée du sous-préfet et suivie du Parquet. Les « autorités » avaient déployé un autre zèle le dimanche précédent, pour empêcher, vainement d'ailleurs, un cortège de plus de cinq mille personnes ! Il est juste de rappeler qu'il s'agissait « d'ennemis de la République », comme dit en son jargon M. le ministre de l'Intérieur : de ceux que de Gaulle appelle à l'aide les nuits de putsch...

L'émotion provoquée par cet acte odieux suscita la réaction la plus vive à Saintes et dans la région, ainsi qu'en témoignèrent les multiples messages et visites reçus par le secrétaire fédéral Michel Boucher toute la journée de dimanche et, lundi, à 18 heures, la manifestation décidée la veille par le Comité de vigilance de Saintes prenait son point de départ au sortir des ateliers de la S.N.C.F. pour devenir un puissant cortège de plus de quinze cents manifestants parcourant la ville et s'achevant à la salle plastiquée ! Là, en présence de M. André Maudet, maire de la ville, et de son adjoint, deux brèves allocutions étaient prononcées : par notre ami Jean Binot, qui adjura l'auditoire de rester uni et d'accroître sans cesse son effort antifasciste, celle du président du Comité de vigilance qui donna lecture de la motion de solidarité adressée par la Fédération communiste au P.S.U. et de l'ordre du jour qui fut porté ensuite en délégation à la sous-préfecture.

Nul doute que cette rapide et digne riposte donne à réfléchir aux fanatiques de l'O.A.S. ; nul doute qu'elle a été une étape nouvelle dans la lutte que les Républicains déjà rassemblés sont décidés à mener jusqu'au bout.

Le 1^{er} étudiant

plastiqué : un P.S.U.

A Sciences Po, on est entre gens du monde. Dans la vénérable maison de la rue Saint-Guillaume, on vient « pour étudier la politique, non pour se livrer à ses passions », selon l'expression de son directeur.

Alors, pourquoi a-t-on plastiqué P. Béziau, secrétaire de la section P.S.U. de Sciences Po ? Depuis quelque temps, l'atmosphère avait changé. Sciences Po ne pouvait rester à l'écart des remous qui atteignaient tout le Quartier Latin. La manifestation du 19 décembre a connu un succès jamais atteint : plus de 200 étudiants, de nombreux professeurs ont participé à la manifestation. Depuis, un comité antifasciste regroupant 150 étudiants s'est constitué : ce comité a empêché un certain nombre de distributions de tracts

fascistes. Le vernis de courtoisie disparaissait pour laisser place à une lutte plus franche.

Au sein du comité antifasciste, le P.S.U. a joué un rôle important. Le plastiquage de P. Béziau doit être mis en liaison directe avec l'arrestation, le mercredi précédent, de plusieurs membres du cercle « Patrie et Progrès » : on parle de 5 ou de 7. L'événement était resté inconnu de la presse. Les internés, en réalité, étaient gens peu dangereux, connus pour leurs opinions d'extrême-droite mais en tout cas trop « forts en gueule » pour être véritablement actifs. En tout cas, la cellule O.A.S. de Sciences Po n'a pas été touchée.

Le vendredi 2, P. Béziau était plastiqué. La réaction a été immédiate : deux heures après, une centaine d'étudiants (estimation « Figaro ») manifestaient devant son domicile. Le lendemain, à 19 h., 300 personnes environ aux cris de : « O.A.S. assassins » et de « Papon démission » se formaient en cortège et remontaient l'avenue du Maine.

P. Béziau a eu ainsi le redoutable honneur d'être le premier étudiant parisien plastiqué. S'agit-il d'une offensive généralisée contre les étudiants antifascistes ? S'agit-il de représailles ? Si l'on ne peut encore prouver que c'est un élève de l'Institut qui a commis l'attentat, on peut affirmer que le coup est parti de Sciences Po. Les organisations de gauche vont donc renforcer leur action. L'attentat a prouvé à tous les étudiants de Sciences Po que l'on ne peut rester neutres dans la lutte antifasciste et que même les traditions libérales les mieux ancrées ne résistent pas aux plastiquages. Si, en s'attaquant à P. Béziau, l'O.A.S. voulait atteindre le militant antifasciste le plus actif de Sciences Po, elle a frappé juste. Si elle compte ainsi ralentir l'action antifasciste, elle se trompe lourdement.

A Pau et à Béziers :

Pour la deuxième fois, notre camarade Duthu, intendait au lycée de Pau, vient d'être pris pour cible par l'O.A.S. Dans la nuit de jeudi 1^{er} au vendredi 2 mars, sa voiture a été détruite par une explosion. Dans la même nuit, notre camarade Delon, de la section de Béziers, était également visé : une bombe a éclaté contre son habitation qui a subi d'importants dégâts. Il est à noter que le bulletin d'informations de la section P.S.U. de Béziers, dont notre camarade Delon est gérant, publiait dans son numéro du 12 février les lignes suivantes : « Nous affirmons que l'on ne répond pas au plastic par le plastic, au racket par le racket, à l'enlèvement par l'enlèvement. La seule solution raisonnable qui s'offre à l'ensemble de la gauche française est d'assurer et d'exploiter son unité. »

A la suite de ce plastiquage, a eu lieu devant le domicile de notre camarade une manifestation. Elle réunissait syndicats et partis de gauche, y compris la S.F.I.O.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
PIG. 65-21 - TRI. 28-48
C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Résolution du Comité Politique National adoptée le 4 mars 1962

Hâter l'org
de la lutte pratique
et la menace de



LA fin de la guerre entre la France et l'Algérie est désormais en vue. Elle a été obtenue par l'accord négocié que le P.S.U. n'a jamais cessé de préconiser et constitue pour l'ensemble des forces populaires un immense succès.

Cependant, le cessez-le-feu n'est pas le rétablissement de la paix. Celui-ci reste soumis à la menace de l'O.A.S. en France et surtout en Algérie.

Le Parti Socialiste Unifié invite tous les travailleurs de France et d'Algérie à poursuivre leur lutte contre les saboteurs pour que cessent rapidement les massacres, les tortures, les emprisonnements, pour que la haine s'apaise, pour que se prépare l'avenir de coopération et d'amitié entre les deux peuples.

Jamais on ne dira trop l'atroce responsabilité de ceux qui ont prolongé pendant des années une guerre sans merci parce qu'ils se refusaient à l'inévitable solution : l'indépendance obtenue par la négociation. Que de deuils et de souffrances auraient été épargnés si cette solution de bon sens n'avait été écartée pendant tant d'années par les gouvernements de deux régimes successifs, si de Gaulle lui-même ne s'était obstiné à refuser si longtemps une négociation sur pied d'égalité

avec les représentants du peuple algérien.

Formé au plus dur de l'affrontement avec les forces de la réaction colonialiste et de l'armée qui avaient provoqué le coup d'Etat de mai 1958 pour prolonger la guerre et leur domination sur l'Algérie, le P.S.U. est fier d'avoir contribué à l'affirmation de la volonté de paix des jeunes, des étudiants, des syndicalistes, des intellectuels et, au cours des tout derniers mois, de l'immense majorité du peuple français.

★

C'EST sous la protection du peuple qu'il faut mettre les accords aujourd'hui conclus entre le gouvernement français et le G.P.R.A. Leur application ne doit souffrir aucun retard ; le retour à la paix effective dépend de la rapidité d'exécution des accords signés et de la mise hors d'état de nuire des terroristes fascistes. L'O.A.S. tire l'essentiel de sa force des complicités dont elle bénéficie au sein d'une armée avec laquelle le pouvoir personnel n'a cessé de composer.

Pour hâter l'application des accords, dans la situation actuelle, le

P.S.U. doit mobiliser ses forces pour :

1. — Renforcer les liens qui se sont créés au cours des journées de février entre les organisations politiques et syndicales et permettre ainsi de préparer une riposte massive à toute tentative fasciste,

2. — Hâter l'organisation de la lutte pratique contre l'O.A.S. et la menace de guerre civile. Le P.S.U., soutenant l'initiative des G.A.R., attire à nouveau l'attention sur la nécessité de démasquer dans chaque département les agents de l'O.A.S., de prévoir la défense des services et entreprises stratégiquement importants et, d'une manière générale, de neutraliser les centres d'activité de l'O.A.S.,

3. — Développer les liaisons entre les organisations populaires d'une part, les soldats et les officiers antifascistes, d'autre part,

4. — Obtenir que les organisations d'étudiants et de travailleurs algériens puissent exercer librement, en France, leurs activités,

5. — Exiger des sanctions immédiates contre les complices de l'O.A.S. qui se trouvent dans l'armée et l'administration.

La situation politique

I

Deux séries de faits importants caractérisent la période qui s'est écoulée depuis le dernier Comité Politique

1) L'évolution de la négociation avec le G.P.R.A. :

L'ACCORD qui se négocie entre le gouvernement français et le G.P.R.A. devrait rendre possible le rétablissement prochain de la paix en Algérie. Cet accord, tel qu'il se présente actuellement, apparaît comme un compromis entre le nationalisme algérien et le pouvoir gaulliste. Le Parti socialiste unifié a dit à maintes reprises que l'accession de l'Algérie à l'indépendance passerait très probablement par un tel compromis.

Nous nous réjouissons d'autant plus de la perspective d'un accord que nous avons lutté sans relâche pour la paix négociée avec le G.P.R.A. alors que le chef de l'Etat s'est prononcé tour à tour pour « l'Algérie française » en juin 1958, pour « la paix des braves » et « l'autodétermination » en 1959 et 1960, enfin pour « l'Algérie algérienne » et la reconnaissance d'un Etat souverain et indépendant en 1961 et 1962.

Mais la faiblesse des forces de gauche et leur état de division ont pesé sur l'évolution du drame algérien. Si nous avons lutté pour contraindre le régime à faire la paix, si nous n'avons pas été en position de la conclure nous-mêmes, c'est parce que les erreurs commises par un certain nom-

bre de dirigeants de cette gauche ne nous permettaient pas d'espérer un rapide renversement de la situation politique.

La lutte que nous avons menée a cependant grandement contribué à rapprocher le moment où ce renversement sera possible et où pourront être résolus les problèmes de la transition vers une démocratie nouvelle, c'est-à-dire socialiste. La responsabilité des hommes et des partis qui ont si longtemps retardé l'échéance de la paix doit être mise en pleine lumière même s'ils se rallient aujourd'hui à la solution négociée.

A partir de la réalité qui va être maintenant créée, devra se développer la nécessaire coopération entre la gauche française et les forces progressistes algériennes. Dans la période qui vient, les forces socialistes françaises auront à établir des liens de fraternelle et étroite coopération avec les forces révolutionnaires algériennes, avec le mouvement socialiste des pays du Maghreb et d'abord avec les organisations de travailleurs algériens en France.

2) Le développement notable de l'action populaire :

Comme nous l'avons dit au cours des derniers mois, le régime, sans être à bout de ressources, s'est affaibli. Les luttes paysannes de l'été dernier, les grèves des fonctionnaires et agents de l'Etat à l'automne, le puissant mouvement de Decazeville avaient été autant de signes que les travailleurs font de moins en moins confiance au Pouvoir pour résoudre les difficultés qui tiennent à la nature même du régime d'économie capitaliste. C'est sur ce fond de mécontentements et d'hostilité croissante au système gaulliste que se sont développées au début de février des actions populaires d'une exceptionnelle ampleur. Pour la première fois depuis fort longtemps, des masses importantes sont entrées en mouvement. Expressément dirigées contre la menace

fasciste de l'O.A.S., ces démonstrations se sont heurtées au pouvoir gaulliste dont les brutalités ont souligné le caractère impopulaire.

●

A l'occasion de ces manifestations, nous avons obtenu un incontestable succès tactique dans notre stratégie visant au rassemblement de Front socialiste, ce qui ne signifie pas que ce rassemblement soit prêt à la relève :

— Le front syndical, réalisé à l'échelon départemental ou local, a joué le plus souvent un rôle déterminant ; nous devons poursuivre notre effort, car les perspectives de paix en Algérie peuvent ranimer les tendances favorables au « désengagement ».

— La S.F.I.O. qui s'est constamment opposée à notre conception de l'action commune s'est trouvée isolée, notamment le 13 février. Elle a échoué dans ses tentatives (le 12 février) pour retourner le mouvement à son profit.

— Le P.C. a dû accepter que les initiatives soient prises en commun par les organisations syndicales mais il tente de reprendre l'initiative, notamment par le moyen des Comités de base antifascistes.

— Notre parti s'est affirmé comme une force politique majeure. Notre rôle d'« animateur » a été valorisé par l'action propre du parti. En même temps que nous avons multiplié les démarches à tous les échelons pour préparer des actions en commun, nous avons pris nous-mêmes, dès le 1^{er} novembre, des initiatives.

Ainsi se trouve confirmé que le Front socialiste se fait dans la pratique.

Notre conception du Front socialiste est dynamique : le Front socialiste ne se fera pas après les « tâches urgentes », telle celle, par exemple, de la restauration de la démocratie ; il se fait à travers les « tâches urgentes ». C'est dans l'action que s'élabo-

reront les alliances avec les organisations diverses et notamment les organisations syndicales qui doivent donner au Front socialiste sa charpente : car notre objectif doit être d'unir dans le Front socialiste l'ensemble des forces sociales — salariés, paysans pauvres, étudiants — intéressés aux transformations structurelles de la société française. C'est là notre objectif général, stratégique. Toutes nos démarches particulières, toutes nos alliances tactiques doivent tendre à la réalisation de cet objectif. Toute autre orientation générale — soit celle de la « Troisième force » (recherchée à nouveau par Guy Mollet) ou d'Union nationale, soit celle de Front populaire nous associant pour un objectif limité aux partis traditionnels — ruinerait les chances du parti et contredirait jusqu'à ses raisons d'être.

II

La période intermédiaire

RENFORCE par le succès de sa politique, le Parti socialiste unifié affronte maintenant la « période intermédiaire », celle qui, après la conclusion probable d'un accord formel, nous sépare encore du rétablissement réel de la paix.

1) Objectifs actuels de l'O.A.S. :

C'est la période où l'intervention de l'O.A.S. se renforcera au maximum parce que c'est la dernière chance des adversaires de l'indépendance de l'Algérie, parce que, surtout, l'application de l'accord offre de nouvelles possibilités de faire basculer l'armée, objectif tactique principal de l'O.A.S. L'O.A.S. avait en effet songé, il y

Les G.A.R. : une action offensive politique et publique contre l'O.A.S.



(Agip.)

ON sait officiellement depuis lundi soir ce que signifient les trois lettres « G.A.R. » qui ont fait leur apparition sur les murs de la capitale, la semaine dernière. Il s'agit des Groupes d'Action et de Résistance lancés par les militants syndicalistes et politiques appartenant à la C.F.T.C., à l'O.A.S., à la F.E.N., ainsi que des membres de la C.G.T. ou du P.S.U. Ces militants ont donné lundi soir une conférence de presse à la Bourse du Travail au cours de laquelle ils ont défini les tâches qu'ils assignaient à cette nouvelle organisation.

« Vous êtes un responsable parisien des groupes d'action et de résistance. Que sont exactement les G.A.R. ? »

Devant le micro d'Europe N° 1, lundi soir, un responsable G.A.R. répondait aux questions des journalistes. Il exposa comment, au lendemain des brutalités policières de la manifestation du 19 décembre, un certain nombre de militants de toutes les centrales syndicales, y compris la C.G.T., agissant en leur nom personnel, sans engager la responsabilité de leurs organisations, mais représentatifs toutefois d'un large secteur de ce qu'il est convenu d'appeler la gauche non communiste, décidèrent de donner un nouveau cadre à l'action antifasciste en créant les G.A.R. C'est ainsi que ce sigle apparut, la semaine dernière, massivement, sur les murs de Paris, dans les couloirs du métro, etc.

Ni clandestins, ni paramilitaires

« On peut donner de notre action deux définitions, a poursuivi le responsable parisien des G.A.R. : l'une négative, l'autre positive. D'abord, ce que ne sont pas les G.A.R. : ils ne sont ni une organisation clandestine, ni une organisation paramilitaire. On nous a parfois présentés comme une filiale du C.D.R. (Comité de Défense Républicaine). Je tiens à opposer un démenti formel à cette allégation. Tout d'abord, nous élevons les plus expresses réserves sur la composition de ces réseaux C.D.R.,

S.A.O. et autres. Et puis, nous pensons que leur action de préparation à une riposte militaire s'inscrit dans l'hypothèse d'un putsch, hypothèse qui n'est pas politiquement la plus vraisemblable. Cela dit, il va de soi que nous n'avons pas une conception statique de notre action et que, si un putsch avait lieu, les G.A.R. devraient fournir le noyau d'une force populaire de résistance antifasciste, autonome par rapport au pouvoir gaulliste.

« Mais notre action, aujourd'hui, est profondément différente.

« Il s'agit, pour en venir à la définition positive, d'une action publique dans un secteur géographique donné, sur la base d'un quartier, d'une commune ou d'une entreprise. Notre action est avant tout de surveillance, de dépistage des membres et sympathisants de l'O.A.S. Déjà, nous avons constitué des fichiers avec les renseignements qui nous parviennent chaque jour. Ces informations, il faut les centraliser, les vérifier, les recouper. C'est parfois difficile, mais nous nous y emploierons activement. Nous envisageons des actions de dénonciation publique par tracts, affiches. Mais notre action est aussi d'ordre psychologique. Nous avons déjà commencé, et nous continuerons, à faire disparaître l'O.A.S. des murs de Paris. Partout, nous y substituerons le sigle G.A.R. Ainsi, nous entendons faire la preuve devant l'opinion que les forces antifascistes peuvent maîtriser celles de l'O.A.S.

Des actions offensives

« Enfin, la création des G.A.R. va donner, techniquement à notre sens, une efficacité accrue à la mobilisation de la population parisienne. Un G.A.R., c'est un noyau de cinq antifascistes. Pourquoi cinq ? Parce que c'est une unité de mobilisation facile dans une même rue, une même entreprise, que c'est une unité de travail, d'implantation et de propagande commodes. Ainsi, nous rompons avec l'appareil de mobilisation souvent lourd des organisations syndicales ou politiques. De même, nous participerons aux manifes-

tations de protestation de la gauche sur le plan parisien.

« Nous entreprendrons également des actions offensives. Prenons quelques exemples : il y a quinze jours, était prévu, rue Blanche, un meeting des étudiants « nationalistes ». Les étudiants du Front Universitaire Antifasciste (F.U.A.) ont été prévenus. Ils se sont rendus rue Blanche, et le meeting n'a pas eu lieu. Autre exemple : samedi dernier, le F.U.A. a interdit, à la gare Saint-Lazare, la vente hebdomadaire d'« Aspects de la France ». Voilà d'excellentes actions que les G.A.R. peuvent, eux aussi, entreprendre.

« Il va de soi que nous ne saurions désormais admettre aucune action publique de l'O.A.S., qu'un meeting du genre de celui de la Mutualité, il y a quelques mois ou qu'une conférence de presse de M. Bidault ne peuvent plus aujourd'hui avoir lieu. Ajoutons, comme dernière définition d'action, que nous entendons, dans la mesure du possible, assurer la garde des personnes menacées par l'O.A.S. et contribuer ainsi à éviter les plastiquages. »

Quelques questions furent posées concernant l'attitude de la nouvelle organisation vis-à-vis du parti communiste et de sa tactique des comités antifascistes.

« L'initiative des G.A.R., a-t-il été répondu, n'est en rien une manœuvre anticommuniste. Elle n'est nullement en opposition avec l'action des comités antifascistes ; seulement, ceux-ci sont souvent des assemblées de discussion ne débouchant que sur des actions de propagande générale, les G.A.R. entendent être le carrefour de tous ceux qui veulent mener une action positive contre l'O.A.S. »

D'autres questions furent posées :

« Combien êtes-vous à l'heure actuelle ? »

« Dans la région parisienne, de 2.500 à 3.000 dès aujourd'hui. Mais nous n'en sommes qu'au démarrage... »

« Etes-vous armés ? »

« Absolument pas pour le moment. Mais si, en cas de menace de putsch, le problème venait à se poser, nous y trouverions rapidement des solutions. »

P. I.

e et l'action du Parti

a quelques mois, à renouveler sa tentative de putsch, puis elle a cherché à désagréger l'autorité du pouvoir en France, à créer une vacance de fait — cette manœuvre coïncidait avec certaines opérations politiques, dont celle de l'Alma.

En fait, l'O.A.S. a échoué en France pour l'essentiel : l'O.A.S. s'est isolée dans l'opinion et a provoqué au contraire le réflexe de défense démocratique ; elle n'a pu empêcher la négociation de progresser.

Maintenant, l'O.A.S. va chercher à casser la « dynamique de la paix », en jouant des difficultés techniques d'application des accords, en provoquant des heurts de masse entre Musulmans et Européens, en acculant l'armée à choisir entre une solidarité de fait avec les Européens d'Algérie ou avec les Musulmans. A terme, elle peut espérer créer des zones de rébellion ou, en tout cas, de défection de l'autorité militaire.

Tel est le sens des préparatifs psychologiques et militaires actuels de l'O.A.S. qui risquent de s'accélérer à partir de la proclamation des accords.

à l'armée et aux éléments conservateurs.

Les promesses à l'armée (discours du 6 février), les projets de reconversion militaire visant à la mise sur pied d'une armée ultra-moderne très coûteuse répondent à une telle préoccupation. Mais il faudra encore accentuer l'hostilité brutale du Pouvoir à toute forme d'intervention populaire : le système se gardera plus que jamais de toute compromission avec les organisations syndicales et antifascistes et ne fera de leur côté aucune concession. Il prétendra « lutter sur deux fronts », mais comme il n'y a pas en France de « masses O.A.S. », la répression « de masse » frappera unilatéralement le mouvement démocratique. Les mesures individuelles même prises à l'égard des hommes des réseaux O.A.S. seront nécessairement limitées, par souci de ménager l'armée.

III

Comment agir

2) Le pouvoir gaulliste :

Devant cette menace, le Pouvoir va chercher à éviter à tout prix la rupture ou la mise en échec des accords : il sera donc conduit à faire front à la pression de l'O.A.S. en Algérie.

Mais, précisément, pour conserver la maîtrise des événements, il devra empêcher que le chaos algérien ne provoque une intervention de certaines unités militaires en France même, et le glissement d'une partie de l'opinion vers l'O.A.S. ou plutôt vers une solution d'« apaisement » appuyée par l'armée : une nouvelle dégradation de la situation offrirait une base aux formules d'« union nationale ».

C'est pourquoi la politique gaulliste implique que des gages seront donnés

1) La direction de notre action :

POUR nous, l'objectif est d'écraser l'O.A.S., obstacle principal à la réalisation de la paix et expression de la menace fasciste. A moins d'admettre la vision gaulliste de la situation, nous devons développer au maximum l'action populaire et prendre de nouvelles initiatives. De cela, dépend l'issue rapide de la lutte engagée contre l'O.A.S. et pour la réalisation de la paix. De cela dépend aussi l'évolution ultérieure de la politique française qui sera différente suivant que les forces démocratiques auront été plus ou moins présentes dans la phase ultime de la crise. Mais il faut se convaincre que l'interven-

tion de ces forces se heurtera plus qu'il y a trois mois à l'hostilité du Pouvoir, ce qui ne préjuge pas de l'orientation que cherchera à prendre le système, une fois la crise surmontée.

2) Nos mots d'ordre :

Notre action a pour objet l'application sans restrictions et sans retards des accords avec l'Algérie. Elle doit viser à la destruction des réseaux O.A.S., obstacle principal à la réalisation de la paix.

Opposés sans défaillance à un régime de plus en plus autoritaire et technocratique, de plus en plus incapable d'assurer la paix civile, nous exigeons l'épuration des corps de l'Etat complice du fascisme, le châtiment impitoyable des responsables des attentats O.A.S. mais aussi des responsables des tortures, de ceux des assassinats du 8 février ; nous devons obtenir sans délai que soient libérés les démocrates emprisonnés pour leur action en faveur de la paix avec l'Algérie et que les organisations d'Algériens en France puissent exercer librement leur activité.

3) Présence et initiatives des forces populaires :

L'offensive psychologique et politique contre l'O.A.S. doit être le fait d'organisations d'un type nouveau groupant militants et sympathisants de partis et de syndicats. Les G.A.R. (groupes d'action et de résistance) correspondent à ce type d'organisation et doivent recevoir le plein appui du parti. Ils permettront de déployer, face aux agissements de l'O.A.S., des forces antifascistes réellement organisées pour les tâches de riposte de masse, de présence active, de surveillance et de neutralisation des terroristes, de protection des secteurs décisifs en cas de tentative putschiste.

L'expérience a prouvé que les Cartels d'organisations et Comités de liaison départementaux et locaux sont le moyen le plus efficace pour rassembler des forces importantes dans l'action antifasciste.

Les Comités de base antifascistes dans les localités, les quartiers, les entreprises ne sont efficaces que s'ils comportent des représentants qualifiés des diverses organisations syndicales et politiques et se fixent des objectifs réels d'action et de riposte. Au niveau des quartiers, des localités, des ateliers, cette formule est rarement réalisable : elle fait le plus souvent écran à l'exécution des mots d'ordre lancés par les Cartels départementaux, locaux et d'entreprise.

4) La consolidation du Parti :

Elle est la condition absolue de nouveaux progrès de notre politique. Maintenant que notre influence générale s'est notablement accrue, l'insuffisance des effectifs deviendrait un handicap pour le prochain pas en avant.

Il faut donc intensifier et organiser le recrutement. Il faut prendre appui sur les derniers événements pour faire connaître le parti, expliquer son rôle et sa politique et l'expliquer d'abord dans le parti lui-même.

Il faut veiller tout particulièrement à accroître notre implantation dans les entreprises et les milieux agricoles. On doit y aider en agissant sur les problèmes économiques régionaux avec les méthodes de Front socialiste. Il faut enfin utiliser la publication très prochaine des éléments de programme pour éclairer notre perspective : l'alternative de la démocratie socialiste.

Le parti a trouvé le « second souffle ». Il doit en tirer sans tarder tout le bénéfice.

LE COMITE POLITIQUE
NATIONAL

II. - Le Parti de l'unification socialiste et les lendemains du XXII^e Congrès

par Jean POPEREN

LA définition des bases actuelles de l'internationalisme socialiste s'intègre nécessairement à notre effort général de renouvellement théorique. Il y va de l'avenir du socialisme en France même, il y va aussi de l'avenir de la paix.

Pour un pacte de neutralisation

Les « réalistes » des deux bords, champions attardés de la « fidélité inconditionnelle » ou de « l'intégration atlantique » nous somment de choisir ou, du moins, d'annoncer nos couleurs pour le cas d'un affrontement. Mais, nous ne voulons pas d'affrontement et notre politique — à nous socialistes d'Europe — doit être d'élargir la zone de non-engagement et d'affaiblir les blocs. Nous devons dire dès maintenant qu'un gouvernement de Front socialiste en France, engagera un processus de négociations avec les pays européens du Pacte atlantique et les démocraties populaires d'Europe pour un pacte de neutralisation. Il importe peu que, dans l'immédiat, un tel accord ne soit pas réalisable : le gouvernement de Front socialiste non plus, ce dont certains prennent prétexte pour nous offrir autre chose qu'« on pourrait faire tout de suite ». Le réalisme, ce n'est pas toujours de travailler pour « l'immédiat ». C'est aussi la persévérance et la fermeté en direction d'un objectif. Tant d'expériences récentes pourraient convaincre la gauche que l'opportunisme n'est pas toujours réaliste.

Rejeter la proposition générale du pacte de neutralisation au nom du « réalisme », c'est raisonner en fonction de situations figées, de données immuables, c'est se résigner à la prétendue loi du monolithisme. Nous devons jouer au contraire des virtualités d'assouplissement que porte en lui le Khrouchtchevisme à l'intérieur même du bloc soviétique d'Europe. La consolidation politique et économique des démocraties populaires d'Europe distendra les liens avec l'U.R.S.S. et renforcera les tendances à l'autonomie diplomatique. La « protection » des occupants sera d'autant moins tolérable si, en même temps, elle a la chance de n'être plus nécessaire du fait d'une dislocation parallèle du Pacte atlantique. Il se dégagera petit à petit des répondants à nos propositions de désengagement global de l'Europe occidentale et centrale. Mais l'initiative ne peut venir que de nous, socialistes de l'Europe de l'Ouest. Qu'on mesure les répercussions d'une telle proposition faite par un gouvernement socialiste de France, avec l'appui des diverses organisations socialistes de l'Europe occidentale, et combien il sera malaisé à la longue, pour les gouvernements de démocratie populaire de se mettre en travers de la volonté certaine des peuples de ces pays. En tout cas ce doit être dès maintenant, pour la politique extérieure, l'idée-force du rassemblement de « Front socialiste ».

Bien entendu, il ne saurait y avoir de désengagement unilatéral, même partiel, même provisoire ; les gestes de désengagement devront être simultanés et équilibrés. Nous prendrons, nous, socialistes d'Europe occidentale, nos responsabilités vis-à-vis du Pacte atlantique ; aux socialistes des démocraties populaires de prendre les leurs vis-à-vis du Pacte de Varsovie.

Accepter l'engrenage du débat sur la « valeur » respective de l'une et l'autre alliances, sur le caractère pacifique, défensif et conséquent de l'une d'entre elles, c'est condamner l'entreprise à l'échec : le propre de la politique des blocs, c'est que chaque bloc se justifie par l'existence de l'autre. La sympathie que tel ou tel d'entre nous peut nourrir à l'endroit de l'un des systèmes doit être à l'écart de cette tentative de prévenir l'affrontement militaire. Elle ne serait déterminante que pour quiconque prétendrait assurer le triomphe de l'un des systèmes à la faveur d'une guerre mondiale. Mais cette thèse n'a pas de partisans avoués. Au demeurant, en cas d'affrontement militaire, notre choix aurait peu d'importance et l'issue, à supposer qu'elle fût politique et non cataclysmique, n'en se-

rait en rien affectée. Une seule chose dépend de nous, pour une modeste part : le risque de l'affrontement militaire.

Notre internationalisme

Mais la campagne pour la neutralisation est aussi fonction et condition de l'affermissement des chances du socialisme en Europe occidentale. En décongestionnant la conjoncture internationale en Europe, en écartant les deux mâchoires de l'étau, elle donne du champ aux partisans du socialisme. Elle les dégage du dilemme bourgeoisie « atlantique »-parti communiste, elle facilite un regroupement de forces de part et d'autre de la ligne des classes au lieu de la stérile veille, l'arme au pied, des deux côtés de la frontière des Empires. La réussite ne peut donc être étroitement « française » ; elle est nécessairement « européenne » comme le sera, de plus en plus, toute notre politique. Cette seconde condition suppose que nous organisions au plus vite nos relations avec les partis et syndicats d'idéologie socialiste par toute l'Europe ; les choses iront plus facilement sans doute et plus loin avec les organisations ou minorités dont, dès maintenant, l'orientation politique apparaît très proche de la nôtre : P.S.I., Ligue des Communistes de Yougoslavie, Gauche travailliste, Gauche belge, etc.

Mais, nous devons aller bien au-delà et étendre le réseau de nos correspondances jusqu'aux partis de la II^e Internationale et à ceux de feu le Kominform. Et ceci pas seulement pour l'intérêt que ces organisations peuvent trouver à des échanges d'expériences, voire à l'entraide ; pas non plus pour bâtir je ne sais quelle 3^e force internationale, inévitable satellite de l'un des antagonistes ; mais pour préparer l'entente de l'ensemble des forces socialistes, de l'ensemble des travailleurs, des militants, des syndicalistes qui veulent, chez eux, un régime de démocratie socialiste, mais dont les organisations ont pu être un temps dévoyées par l'alignement sur la politique atlantique ou l'inclusion dans la stratégie du Kominform.

Cette politique internationale implique en priorité des liens particulièrement étroits entre tous les socialistes des pays industriellement avancés d'Europe occidentale. Comment imaginer une plus longue dispersion quand les organismes d'Etat et ceux du Capital acceptent, recherchent une intégration de plus en plus poussée ? Comment imaginer dès lors que les données structurelles tendent à s'identifier en ces divers pays ?

Les socialistes seront-ils en retard sur l'harmonisation des infrastructures ? Et faute d'une internationale cosmopolite penseront-ils leur action dans le seul cadre « national », en fonction seulement d'institutions politiques dont nous mesurons la contingence, ou de « traditions » qui servent souvent de points d'appui aux éléments les plus réactionnaires ? En vérité, l'internationalisme que nous préconisons sera autre chose que matière à salutations de congrès et à exotisme publicitaire, autre chose aussi que l'intégration à un système planétaire gravitant autour du « phare de la patrie socialiste » : il sera un effort permanent pour surmonter les obstacles élevés par les particularismes nationaux contre le succès d'une politique socialiste commune de pays répondant aux mêmes caractéristiques fondamentales socio-économiques.

Les liens particuliers entre pays libérés et mouvements de libération d'Afrique Noire, ou entre mouvements révolutionnaires d'Amérique Latine, s'établissent en fonction de tels critères. C'est un réflexe de même nature qui grossit la constellation des partis communistes d'Asie autour du parti chinois.

Le polycentrisme

La thèse du polycentrisme esquissée voici plus de 5 ans, par Togliatti, secrétaire général du P.C. italien, à l'intention des seuls partis communistes, répond donc à la situation nouvelle du monde d'après 1950, d'un monde où plusieurs types de sociétés profondément différentes cherchent à maîtri-

ser des forces productives en plein essor, mais dont les produits sont toujours aussi mal répartis entre les classes et de plus en plus mal répartis entre les peuples. Cette dernière question ne se règlera pas correctement, autrement que par un désastre, sans un effort concerté des divers « centres » du socialisme. Si cela tarde trop, le désastre peut sortir de l'anarchie du monde actuel, de la révolte inéluctable des peuples réellement « prolétaires » et politiquement libérés de la domination coloniale. Mais il faut, au préalable, répondre aux deux premières questions connexes : maîtrise des forces productives — au bénéfice des producteurs. C'est pour cet objectif prioritaire que nous devons organiser notre lutte dans la sphère qui nous est propre : celle des pays industriellement avancés de l'Europe de l'Ouest et du Nord-Ouest.

La conception polycentriste du regroupement des courants socialistes — de tous les courants socialistes — dans le monde n'est contradictoire ni avec un effort global de coordination ni avec le respect des particularités nationales. La coordination entre les divers « centres » est une nécessité si l'on veut répondre à l'angoissante question posée par la détresse des peuples coloniaux libérés. Elle l'est si l'on veut prévenir le développement, même entre des partis ou des pays se réclamant du socialisme, de véritables antagonismes. Mais cette coordination ne pourra en aucun cas se changer en quelque « solidarité inconditionnelle » qui serait une nouvelle manière de se « réengager », de ruiner la chance du « non-engagement ». Avec « l'inconditionnel », il n'y aurait pas eu de Yougoslavie titiste.

L'autonomie de détermination ne saurait même se laisser entamer par le souci de « payer ses dettes », économiques ou politiques. Il est vrai, par exemple, que la seule existence de l'U.R.S.S. et du camp soviétique a facilité et accéléré la libération des peuples coloniaux. Ceux-ci, dans leur majorité, n'ont pas pour autant choisi d'imiter le modèle soviétique. La diversité même du monde est une garantie pour le polycentrisme, comme à l'intérieur de chacune des sphères elle est une garantie pour chaque mouvement national.

Pour une stratégie unique des travailleurs français

La volonté de coordination du mouvement socialiste international, et d'abord ouest-européen, ne nous dispense pas de cette tâche qui nous revient en propre, à nous, parti français du renouvellement socialiste : définir les conditions particulières et les règles d'action particulières à notre pays pour aller au socialisme. Le mérite du P.S.U. est d'avoir dit, au départ, que cet effort était devant nous et de l'avoir, dès sa création, entrepris. Tâche complexe, en France, surtout où nous sentons tout le poids des « particularités nationales », où l'action politique continue de se fonder pour une bonne part sur des strates déposées par une longue histoire.

Nous devons partir des données actuelles pour créer une situation nouvelle : nous ne ferons pas le Front socialiste avec les forces politiques telles qu'elles sont aujourd'hui : il faut sous notre pression amorcer la transformation de ces forces pour que se développe le processus de constitution du Front socialiste. A la vision statique de ceux qui nous disent : « Avec cette S.F.I.O., avec ce P.C.F., avec cette division syndicale, le Front socialiste est une utopie », il faut opposer notre vision dynamique : la création du Front socialiste suppose en effet le déblocage du mécanisme des forces politiques traditionnelles et syndicales.

Mais comment ferions-nous jamais le Front socialiste s'il fallait accepter de négliger le « Front socialiste » pour des « tâches urgentes ». Il y aura toujours des « tâches urgentes » et notre règle de conduite doit être de construire le « Front socialiste » à travers les « tâches urgentes ». Il y aura toujours une république non socialiste à « défendre » ou à « restau-

rer », mais cette défense ou cette restauration intéresseront de moins en moins les travailleurs, avides à juste titre de réalisme politique, c'est-à-dire du droit de gérer leurs affaires au mieux de leurs intérêts.

Les travailleurs ne reprendront l'offensive que s'ils sont orientés par une stratégie unique, que si leurs divers courants peuvent confluer vers une politique commune. Tout escamotage de cette vérité, tout raccourci pour rendre l'initiative à une demi-gauche elle-même éparse et complexée en « sautant » le problème communiste est du temps perdu, la promesse de nouvelles défaites, de nouvelles déceptions qui affaibliront la gauche plus encore.

J'admets que cette dure vérité exaspère et irrite, qu'elle stimule les imaginations, provoque abondance de manœuvres, de plans et contre-plans, mais rien n'y fait : c'est le mur, c'est l'obstacle qui continuera de nous narguer et de barrer impitoyablement la route. Il n'y aura ni raccourcis ni détours. Il y a cette vérité et le courage d'agir en fonction d'elle. C'est notre problème français.

La concordance des succès de notre politique — si manifestes depuis quelques semaines — et des ébranlements consécutifs au XXII^e congrès du P.C. U.S. ouvre un champ nouveau à nos initiatives. Mais nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes pour extérioriser et concrétiser les conséquences françaises des débats de Moscou. L'appareil thorezien, lui surtout, ne négligera rien pour en détourner le sens et enliser des promesses encore fragiles.

La conjonction de notre pratique et de nos explications doit être déterminante pour amener les masses influencées par le P.C.F. à convenir avec nous de ce qui est l'essentiel : la solidarité, dans l'élaboration et l'application d'une politique socialiste, avec les diverses forces socialistes en France et non avec un « camp socialiste » dont l'unité est chaque jour plus problématique. Elle seule peut provoquer le dépérissement de la notion du « rôle dirigeant » d'une organisation qui, en revendiquant un monopole de fait sur le développement des luttes révolutionnaires, justifie, dans un pays comme la France, la division irrémédiable des forces de progrès.

Mais il faut répéter aujourd'hui que notre tactique d'« ouverture » ne peut être unilatérale : son audace doit se tourner vers toutes les zones d'influence politique qui nous sont moyennes : pas seulement communiste, mais aussi chrétienne de gauche, mais aussi S.F.I.O.

Ainsi devons-nous porter le plus loin possible la contradiction entre la politique préconisée et appliquée par nous, voulue par des couches importantes d'électeurs, de militants, de dirigeants même de la S.F.I.O., et l'orientation dessinée par les rencontres, les tentatives de regroupement d'initiative molletiste. Il faut préparer le moment où, à la faveur d'une nouvelle crise politique, l'orientation Mollet pourra être battue ou se trouve en rupture avec une partie notable du secteur d'influence S.F.I.O.

La cohérence de notre effort n'est-elle pas remarquable — et il faut le dire autour de nous, en faire un élément de propagande — puisque, au moment même où nous nous situons à la charnière de l'action antifasciste immédiate, le Comité politique discute, en deux sessions, des conclusions présentées par H. Longeot sur le travail des commissions d'étude d'un programme. Nous offrons ainsi, dans leur détail, les solutions aux problèmes essentiels qui commandent l'avenir de la Nation et qui décideront de l'autorité, de la stabilité du régime politique de demain. Nous annonçons le programme de la coalition qui se fait, tâches indissociables pour lesquelles le parti, voici un an, s'est prononcé en pleine clarté.

La première partie de cette étude a été publiée dans notre numéro 89 du 17 février 1962

La France boycotte la Commission du désarmement

La France ne participera pas aux travaux de la Commission du Désarmement. Lorsque les ministres des Affaires étrangères des dix-sept pays désignés par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies prendront place, le 14 mars, autour de la table des délibérations, ils constateront avec étonnement — et irritation — l'absence du ministre français.

Le général de Gaulle l'a voulu ainsi !

Si nous élevons une véhémence protestation contre la décision arbitraire de notre général-président, celle-ci ne nous surprend pas. Si nous protestons contre le fait que, par cette décision personnelle, le chef de l'Etat a exclu la France d'une négociation sur le désarmement, nous devons peut-être pousser un soupir de soulagement. Le représentant du général ne fera pas jouer à notre pays le rôle de saboteur de la paix. Il vaut donc mieux que la France, privée de sa volonté par un usurpateur, soit absente des négociations internationales jusqu'au jour où elle recouvrera la liberté de s'exprimer et d'agir.

J'ai dit que la décision du général de Gaulle ne doit pas nous surprendre. Il « boude » et il « menace ». Il boude parce que ni Kennedy ni Macmillan ne veulent plus l'associer à leurs tentatives de rapprochement avec l'U.R.S.S. Il « menace » en annonçant à grands cris la constitution d'une « force de frappe nucléaire » qui n'effraie personne mais qui sert de prétexte aux Soviétiques pour refuser la discussion de la suspension des essais nucléaires. Il « menace » en soutenant ostensiblement les thèses du chancelier Adenauer sur Berlin et en favorisant le réarmement accéléré de l'Allemagne.

Tout cela uniquement par amour-propre, par orgueil. Il voulait être reconnu comme dirigeant de l'Europe occidentale. Il exigeait la constitution d'un « Directoire à trois » avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour diriger le bloc atlantique.

Ayant essuyé des refus sur toute la ligne, le général-président a cru devoir manifester une opposition inébranlable à l'égard de la politique de détente Est-Ouest. Il a pris, vis-à-vis de Kennedy et de Macmillan, une attitude de mépris hautain. Incapable de mettre fin aux agissements criminels de l'O.A.S. et de se faire obéir par son armée (commandement de l'armée, s'entend), de Gaulle a émis la prétention de donner des leçons aux deux chefs d'Etat et de gouvernement démocrates, s'appuyant sur de véritables Parlements, tenant tête aux pressions des éléments bellicistes de leur bourgeoisie capitaliste, cherchant à rétablir avec l'U.R.S.S. des relations normales pour essayer de régler le problème du désarmement.

Kennedy et Macmillan ont tiré les conclusions logiques de cette attitude du général de Gaulle. Ils ne le consultent plus. Ils ne l'invitent plus. En décembre, ils se sont réunis à deux, aux îles Bermudes. D'accord avec Macmillan, Kennedy a chargé son ambassadeur à Moscou de prendre contact avec Gromyko. (La cinquième entrevue a eu lieu cette semaine.) Pour l'échange de note avec Khrouchtchev, Kennedy et Macmillan se mettent d'accord sans en discuter avec de Gaulle.

Irrité, ne se rendant pas compte que les Anglo-Saxons ont été obligés d'agir ainsi à cause du sabotage du président français, de Gaulle s'est plaint amèrement à Kennedy junior. Et, comme il n'a pas été invité à participer à la réunion « au sommet » avec Khrouchtchev, il a adressé à ce dernier une proposition nouvelle : réunir les Quatre Grands pour régler le problème du désarmement nucléaire. Comme si l'on pouvait séparer ces deux aspects du même problème : désarmement général internationalement contrôlé !

Khrouchtchev a refusé la proposition de Gaulle. Il l'a fait dans des termes polis, presque amicaux. Mais il a refusé. Le général n'attendait que ce refus pour annoncer l'absence de la France à la conférence de Genève.

Et il l'a fait au lendemain de l'acceptation par Khrouchtchev de la proposition de Kennedy ! Or, cette acceptation est un élément de détente. Elle permet de ne pas être par trop pessimiste à l'égard des travaux de Genève.

Khrouchtchev à accepté la proposition de Kennedy

C'est en effet le 5 mars que Khrouchtchev, revenant sur son refus, a fait savoir à Macmillan et à Kennedy qu'il acceptait leur proposition. Il l'accepte « sans joie ». Mais il l'accepte, puisque sa propre proposition a été écartée et que les chefs d'Etat et de gouvernement (à l'exception de ceux des Etats « socialistes ») ont tous fait savoir qu'ils ne viendront pas.

Ainsi, à la Commission du Désarmement, toutes les délégations seront présidées, du moins au début, par les ministres des Affaires étrangères. D'autre part, les ministres de l'U.R.S.S., des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne se rencontreront, avant l'ouverture de la conférence. Ils discuteront de l'interdiction des essais nucléaires, du désarmement, peut-être aussi de Berlin.

par Oreste ROSENFELD

La décision de Khrouchtchev témoigne d'un grand désir de ne pas couper les ponts. Comme lui, je ne crois pas beaucoup que la réunion des trois ministres puisse déblayer le terrain suffisamment pour permettre à la Commission des Dix-Huit (qui ne seront que 17 à cause de l'absence de la France) d'accomplir des progrès dans la voie du désarmement. J'étais et je reste encore plus sceptique sur la réussite d'une « conférence au sommet à 18 », ainsi que Khrouchtchev l'avait proposé.

Je l'ai dit, je l'ai répété et je le répète encore : dans l'état actuel du monde et en présence du fait que l'U.R.S.S. et les U.S.A. sont de loin les puissances militaires les plus fortes, rien ne peut se faire pour le règlement des problèmes internationaux et, en premier lieu, du problème du désarmement, sans entente préalable de ces deux super-grands. C'est pourquoi je pense que le refus de Kennedy de se rendre à Moscou était une erreur et que cette erreur pèsera lourdement sur les relations entre l'Est et l'Ouest.

Cependant, la décision inattendue de Khrouchtchev peut changer la situation. Si Gromyko reçoit des instructions pour être conciliant et pour trouver une solution au problème du contrôle lié intimement à l'interdiction éventuelle des essais nucléaires, une détente sensible se produira dans les rapports Est-Ouest. Dans un climat de détente, la réunion, prévue également, de Khrouchtchev, de Macmillan et de Kennedy, en mai ou juin, pourrait avoir lieu. Elle pourrait faire avancer singulièrement la solution de tous les litiges internationaux.

Le chantage de Kennedy

On a remarqué que la sage décision de Khrouchtchev a été annoncée aussitôt après la déclaration de Kennedy sur la reprise des essais nucléaires. Le président des Etats-Unis a fait savoir, en effet, qu'il ordonnera la reprise de ces expériences dans l'atmosphère en avril prochain. A moins que, d'ici là, un accord n'intervienne avec l'U.R.S.S. pour interdire ces essais et pour contrôler efficacement l'observation de cette interdiction.

Khrouchtchev n'a pas répondu à cette mise en demeure brutale de Kennedy. Mais il a déjà fait répondre

indirectement. L'Agence Tass et la radio de Moscou ont relevé le défi américain sans tarder. Elles dénoncent le « chantage » de Kennedy. Elles prétendent que l'U.R.S.S. a procédé à un nombre inférieur d'explosions expérimentales que les Etats du bloc occidental. C'est pour les « rattrapper » que les Soviétiques ont fait leurs expériences en septembre et octobre. Aujourd'hui, affirment-elles, « l'équilibre » est rétabli. Si les Etats-Unis reprennent ces essais, l'U.R.S.S. se verra obligée de recommencer aussi.

Les arguments des Soviétiques se retournent contre l'attitude du gouvernement de Moscou dans la question du contrôle international. En effet, même pour vérifier le bien-fondé de leurs affirmations, il faudrait les contrôler sur place. Mais l'U.R.S.S. repousse toute idée de contrôle international sur place. Elle le dénonce comme une forme d'espionnage.

On pourrait, d'autre part, leur répondre également en les renvoyant à la lecture de leurs propres journaux du 23 février. A l'occasion de la fête des forces armées, le maréchal Malinovski, commandant en chef et ministre de la Défense nationale, ainsi que d'autres maréchaux ont publié des articles pour déclarer que l'U.R.S.S. est beaucoup plus forte que les Etats-Unis et qu'elle possède à présent des armes les plus modernes et

inconnues chez les agresseurs impérialistes.

C'est d'ailleurs à cet argument que Kennedy répond par sa décision. Les Soviétiques ont vérifié dernièrement leurs nouvelles armes nucléaires, a-t-il déclaré en substance. Si nous ne faisons pas de même, nous serons dans une situation inférieure, donc dangereuse.

Les deux camps peuvent ainsi se renvoyer la balle à l'infini. Et la course aux armements s'accélérera.

Mais nous, qui avons protesté contre les expériences soviétiques, nous pourrions nous élever avec la même énergie contre celles que Kennedy (et Macmillan) se proposent d'effectuer.

C'est là un jeu dangereux. Il est dangereux pour la paix. Il est peut-être dangereux, même sans guerre, pour les populations exposées aux retombées des parcelles radioactives. En tout cas, c'est une politique néfaste.

Le « chantage » — parce que c'est, en effet, une sorte de chantage — peut réussir... provisoirement. Mais il ne peut pas améliorer les relations internationales d'une façon durable. Et n'est-ce pas cette façon d'agir que l'Occident reproche au gouvernement soviétique ?

Le Comité Central du P.C. soviétique siège depuis le 5 mars

Je parlerai de ces assises importantes dès que les dépêches des agences et les journaux soviétiques nous apporteront des renseignements précis sur le rapport de Khrouchtchev, sur les débats et sur les conclusions. Le dernier numéro de la Pravda, daté du 5, confirme les renseignements que l'on a pu trouver dans les numéros précédents : la situation de l'agriculture est très sérieuse ; des remèdes urgents doivent être ordonnés. Mais je ne crois pas que les dirigeants reconnaissent la cause véritable de la crise. Elle n'est pas dans la politique agricole, mais dans la structure sociale de l'agriculture.

Dans son rapport introductif, Khrouchtchev a certainement parlé aussi de la situation internationale. Il a rendu compte de son échange de notes avec les Etats-Unis, avec l'Angleterre et avec la France. Il sera intéressant de lire ses déclarations

et de les comparer aux notes envoyées aux Occidentaux.

J'ai déjà dit que les termes de ces notes sont modérés, polis, même conciliants. C'est très courageux de la part de Khrouchtchev. Car, dans l'état actuel de ces rapports avec la Chine, le ton conciliant des notes est pour Mao Tsé-toung et pour Enver Hodja la preuve même de son « révisionnisme » et de sa « trahison à l'égard du camp socialiste ». Ces critiques ne laissent pas insensibles certains membres du Comité central. Elles peuvent être reprises dans la discussion (surtout au sein du Bureau politique Præsidium du C.C.). Elles peuvent être jointes aux critiques concernant sa politique agricole.

Cet acte de courage signifie-t-il que Khrouchtchev est sûr de vaincre toutes les oppositions intérieures ? Est-il, en outre, le signe précurseur d'une politique de la coexistence pacifique menée avec persévérance et avec l'intention de s'entendre avec les Etats-Unis sur le désarmement général et la forme du contrôle international ?

« L'affaire Kroll »

L'AFFAIRE KROLL a rebondi. Cette fois, l'ambassadeur allemand à Moscou est rappelé à Bonn par le chancelier lui-même. Il ne retournera certainement plus à Moscou.

Il est, en effet, trop bavard pour un ambassadeur. Il est aussi peu discret que notre Hervé Alphand, à New York. Mais ce dernier est « bavard » et même « insolent » sur ordre exprès du général. Tandis que Kroll est indiscret, à l'insu de son chancelier. Il a donc mérité son rappel et peut-être même une sanction.

Cela dit, je dois me déclarer en complet accord avec la position qu'il a prise publiquement et en opposition avec son gouvernement. Il a préconisé un accord avec l'U.R.S.S. sur la base suivante :

a) reconnaissance de la frontière Oder-Neisse ;

b) reconnaissance de l'Etat de l'Allemagne de l'Est ;

c) transformation de Berlin-Ouest en ville « occidentale », détachée juridiquement de la République fédérale et placée sous la protection des puissances occidentales, avec la garantie d'avoir libre accès vers l'Ouest à travers le territoire de l'Allemagne de l'Est.

Mes lecteurs se rappellent certainement que c'est là, point par point, ce que j'ai suggéré dans mes derniers articles sur le problème allemand et sur Berlin. Je ne vois pas d'autre base réaliste pour la discussion avec Moscou. A défaut du désengagement militaire de toute une zone de l'Europe centrale, dans le cadre du désarmement général progressif et internationalement contrôlé, je ne connais pas d'autres solutions pacifiques dans les circonstances actuelles.

Il faudrait espérer que le « scandale Kroll » provoque un choc psychologique en Allemagne. Aucun homme d'Etat ou haut fonctionnaire n'a eu, jusqu'à présent, le courage de dire la vérité au peuple allemand.

D'autre part — cela aussi est à souligner — le président du parti libéral Mende poursuit sa campagne de pourparlers bilatéraux avec les puissances de l'Est. Il propose à présent de rétablir les relations diplomatiques avec les pays qui ont reconnu le gouvernement de l'Allemagne de l'Est.

C'est très habile. Car par le biais des rapports avec des pays non communistes, le chef du parti libéral (qui participe au gouvernement avec trois ministres) pose devant l'opinion allemande le problème des rapports avec l'Allemagne de l'Est. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

P.S. — Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que Khrouchtchev a répondu d'une façon très violente, ce qui complique encore la situation.

Des dates à retenir...

Suresnes - J.S.U.

Une réunion est organisée par le cercle J.S.U. de Suresnes le

VENDREDI 9 MARS

à 20 h. 45 dans une loge du centre A.-Thomas (entrée derrière le cinéma « Le Suresnes » près du terminus de l'autobus 144 aux Cités-Jardins) avec Marcel Debarge, secrétaire de la fédération Seine-Banlieue sur le thème : « Le P.S.U. et la lutte contre l'O.A.S. ».

Gard

Le Bureau Fédéral convoque une Conférence Fédérale de Presse pour le

SAMEDI 10 MARS

à 21 heures au café de Lyon à Nîmes.

L'ordre du jour sera celui indiqué dans la dernière circulaire fédérale « Presse ».

Toutes les sections sont priées d'envoyer des délégués après avoir étudié attentivement les problèmes posés par Tribune Socialiste.

Paris - Banlieue

L'Association Démocratique des Elus et Animateurs Locaux (revue « Correspondance Municipale ») signale l'intéressante initiative prise par le Syndicat des Architectes de la Seine qui, dans le cadre du salon des Arts Ménagers, présente un prototype de Café-Club susceptible d'être utilisé comme élément d'équipement socio-culturel de quartier ou de nouveaux ensembles d'habitation.

Plusieurs de nos amis ont pris part à l'élaboration de cette réalisation. Avec eux, et à l'intention de tous ceux que cela intéresse, elle organise une visite commentée le :

SAMEDI 17 MARS

à 19 heures. Rendez-vous au Café-Club, place de la Défense (devant le C.N.I.T.), Courbevoie.

● Moyens de communications : Métro Pont de Neuilly, ensuite autobus spéciaux pour le salon des Arts Ménagers.

11 mars 1962 : Conférence régionale agricole à Toulouse

Un grande réunion de travail se tiendra dimanche prochain 11 mars à Toulouse. De nombreux militants paysans des départements du Sud-Ouest se retrouveront pour discuter des problèmes fondamentaux posés par les structures foncières et les marchés agricoles.

Deux rapports seront présentés :

● Rapport sur « Intégration capitaliste ou intégration coopérative », présenté par Amat, secrétaire administratif de la F.D.S.E.A. de la Haute-Garonne.

● Rapport sur « La réforme des structures foncières », présenté par Serge Mallet, chef de travaux à l'Ecole des Hautes Etudes, responsable de la Commission Nationale Agricole du P.S.U.

La forte influence qu'a déjà le P.S.U. dans les milieux agricoles de la région et les bonnes relations qui existent entre le P.S.U. et les militants du C.N.J.A. et de la F.N.S.E.A. doivent permettre à cette réunion d'être vraiment représentative de l'aile marchante du mouvement paysan. Les travaux de la conférence permettront sans aucun doute de définir une orientation précise qui servira de base à l'action du P.S.U.

Cette conférence qui sera placée sous la présidence d'un membre du Bureau National se tiendra au café Fize, Arcade du Capitole à Toulouse, dimanche 11 mars à partir de 9 h. 30.

Les adhésions à la conférence sont reçues à la Fédération de Haute-Garonne, 3, rue d'Aguesseau à Toulouse.

ASSEMBLÉES RURALES DANS LE BASSIN RHODANEN

Sous les auspices du Centre d'Etudes Socialistes de l'Isère, Serge Mallet, membre du C.P.N. et responsable de la Commission nationale agricole du P.S.U., a donné à la Bourse du Travail de Grenoble, le 23 février, une conférence sur « les crises structurelles de l'économie française ». De nombreux militants syndicalistes ouvriers et paysans ont participé au débat.

Samedi 24 et dimanche 25, deux réunions d'information sur les problèmes paysans avaient été organisées par la Fédération P.S.U. et le Centre d'Etudes Socialistes à Belleville-en-Beaujolais et à Péage-de-Roussillon, dans la vallée du Rhône. La réunion de Belleville avait été préparée par les fédérations du Rhône, de l'Ain, de Saône-et-Loire ; celle de Péage touchait l'Isère, la Drôme, l'Ardèche, la Haute-Loire et la Loire.

De nombreux dirigeants des F.D.S.E.A. et des C.D.J.A., un certain nombre d'élus ruraux participaient à ces réunions ainsi que des représentants des fédérations P.S.U. de ces départements. Serge Mallet y a développé les problèmes posés par l'évolution de l'agriculture, insistant notamment sur les dangers d'intégration capitaliste qui menaçaient la petite exploitation. Evolution significative : ce sont des dirigeants C.N.J.A., non engagés politiquement, qui ont posé le problème des transformations politiques, du passage nécessaire à une économie socialiste. Le Front Socialiste, tel que le préconise le P.S.U., semble le moyen le plus réaliste pour provoquer ces changements de structures.

Fortes de ces résultats, les fédérations P.S.U. du sud-est rhodanien s'attachent maintenant à la préparation d'une conférence régionale agricole « ouverte » pour le mois de juin.

LE COLONEL TRINQUIER

n'a pas pu tenir sa réunion
à Besançon !

Le colonel Trinquier faisait annoncer dans la presse locale qu'il tiendrait une réunion où devait être constituée une section locale du « Parti du Peuple », qu'il a fondé récemment ; c'est dans les milieux d'anciens combattants que devait commencer son recrutement.

Le P.S.U. demanda aussitôt aux autres organisations antifascistes de prendre des mesures pour l'empêcher. La S.F.I.O., F.O. et le M.R.P. refusèrent, mais la C.F.T.C., la C.G.T., la F.E.N. et le P.C. signèrent avec le P.S.U. un communiqué rappelant la carrière de Trinquier et déclarant leur opposition à la réunion prévue. La lecture de ce communiqué incita le propriétaire du café à refuser la salle promise, et le 2 mars, peu avant l'heure annoncée, on apprenait l'annulation de la réunion. Cependant, plusieurs centaines de personnes, surtout des étudiants, des membres du P.S.U., du P.C. et de la C.G.T. étaient présentes à la porte du café. Le secrétaire fédéral du P.C. et un camarade du P.S.U. prirent la parole dans la rue.

C'est donc dans un village inconnu que le colonel Trinquier fut contraint de tenir sa réunion, dans la clandestinité.

2 au 7 avril

STAGES NATIONAUX DE FORMATION

La Commission nationale de formation organise, du 2 au 7 avril 1962, un stage sur

LE SYNDICALISME ET LES ENTREPRISES

selon les mêmes méthodes et le même programme que le stage organisé l'été dernier.

Envoyer d'urgence les inscriptions à la Commission de Formation, 8, rue Henner, Paris-9^e.

Saint-Denis : UN EXEMPLE A SUIVRE !

Après quatre semaines de diffusion régulière dans l'artère commerçante de la ville, tous les dimanches matin, la diffusion a pu être portée de 15 à 47 numéros. Cette diffusion a permis d'amorcer d'intéressants contacts. D'autre part quatre nouvelles adhésions ont été enregistrées au mois de février.

UNE NOUVELLE SECTION EN SEINE-ET-MARNE

Le plan de développement de la Fédération de Seine-et-Marne, prévu par le congrès du 28 janvier, se poursuit. Une nouvelle section (la deuxième depuis un mois) vient d'être créée : celle de Nemours.

Prochains objectifs : Fontainebleau, Nangis, Moret.

POUR LES ARCHITECTES - P.S.U.

Une commission des architectes-urbanistes vient d'être mise sur pied dans le cadre du groupe de travail « Habitat ». Les camarades de Paris et de province qui désirent être associés à ses travaux doivent écrire à son secrétaire Lambret, Le Monastère, Ville-d'Avray (S.-et-O.).

Selon les problèmes abordés, cette commission travaillera en liaison avec d'autres spécialistes (sociologues, techniciens du bâtiment, économistes, etc.), et avec les militants engagés dans les organisations de locataires ou de copropriétaires. Elle apportera, en outre, son concours à des études sur la transformation de l'industrie du bâtiment, la rénovation et l'aménagement du territoire, etc. Ses membres pourront éventuellement être à la disposition de nos municipalités. En ce domaine, nous avons un important capital militant qui reste souvent inutilisé ou mal employé. Que tous ceux qui sont intéressés par le travail de cette commission se fassent connaître.

LE P.S.U. A CHICAGO !

Notre excellent camarade Haas, de Châtenay-Malabry, se trouvant là-bas, y a pris contact avec des socialistes américains, dont certains sont abonnés au bulletin en langue anglaise édité par nos amis de Londres.

J.A. Kennedy, de Chicago, a écrit à E. Depreux : « Haas a pris contact avec moi et nous avons passé une excellente soirée avec d'autres camarades américains, Saul Mendelson, Katherine Pleuve, Peter Meyer et Robert Brown. Ce fut une soirée délicate d'information et, je le crois, bénéfique pour Haas et pour nous. Toutes nos félicitations pour la part capitale que prend le P.S.U. dans la lutte contre l'O.A.S. Nous aussi, nous avons nos néofascistes, mais ce n'est pas l'O.A.S. »

GARD

Notre camarade Pierre Beregovoy, membre du C.P.N., a fait, récemment (les 16, 17 et 18 février), des réunions dans le Gard, devant les militants et sympathisants réunis successivement dans les régions de Nîmes et d'Uzès.

Ces réunions ont remporté un très vif succès. A la suite des exposés de Pierre Beregovoy, de long et intéressants échanges de vues ont eu lieu, qui ont montré l'intérêt pris par les auditeurs à ce qui avait été dit par notre camarade. Les propositions de Pierre Mendès-France ont été notamment l'objet de ces discussions. La Fédération du Gard se félicite du succès obtenu par ces réunions.

S.O.S. P.S.U. !

Camarade tunisien cherche d'urgence chambre indépendante ou petit studio, 150 NF par mois. Ecrire à Tribune socialiste, rédaction, 8, rue Henner, Paris-9^e, qui transmettra.

● Etudiante anglaise, 19 ans, domiciliée à Paris, y cherche travail à partir début mars : enseignement dans famille ou tout autre travail à proposer. Ecrire au Journal qui transmettra.

● Camarade, collaborateur de « T.S. », cherche chambre de bonne Paris (50 à 70 NF par mois).

● Camarade étudiante cherche urgence chambre indépendante, préf. rive gauche ou centre. 80 à 150 NF par mois. Ecrire à « Tribune » qui transmettra.

C. E. S. - Programme

COURS GENERAL

17, rue de Chaligny, Paris-12^e
(Entrée par la cour)
(Métro Reuilly-Diderot)
20 h. 30

● Mardi 13 mars :

Stalinisme et pays sous-développés (l'expérience de la Yougoslavie, de la Chine et de Cuba).

COURS SUPERIEUR

44, rue de Rennes, Paris-6^e
Métro Saint-Germain-des-Près

● Lundi 12 mars :

Comment s'élaborent les plans français ? (F. Lombard).

● Mercredi 14 mars :

La Révolution russe et la classe ouvrière française, 1914-1922 (Annie Kriegel).

Plus que jamais SOUSCRIVEZ !

Le P.S.U. se porte de mieux en mieux. Partout les adhésions affluent. Les jeunes garçons et les jeunes filles nous rejoignent en grand nombre.

La modicité de nos ressources matérielles limite — hélas ! — notre effort permanent de propagande, de recrutement, de formation. Beaucoup d'entre vous ont répondu à notre appel.

Nous avons besoin de plus d'argent pour travailler utilement.

Pourquoi les sections ne ver-

seraient-elles pas des cotisations mensuelles ?

Faites-vous collecteurs de fonds pour le P.S.U.

Versez et faites verser à Maurice Klein, 37, rue de Trévise, Paris-9^e (C.C.P. 4435-35 Paris) les sommes qui permettront de mieux faire connaître le P.S.U.

Remplissez et faites remplir la déclaration ci-dessous.

Merci à tous.

Pour le Bureau National,
Le Secrétaire : Edouard Depreux
Le Trésorier : Maurice Klein

Je, soussigné, (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste

Unifié, la somme de NF.

Date :

Signature :

Héros de guerre

PRODUIT, écrit et réalisé par un inconnu, Burt Topper, joué par une poignée d'acteurs sans célébrité, sans beaucoup de moyens (presque entièrement en extérieurs, peu de figuration, mais pourtant un équipement technique complet, permettant des mouvements d'appareil parfois savants), Héros de guerre est un film extrêmement intéressant. Il raconte comment, pendant la guerre de Corée, un soldat lâche, Keefer, est peu à peu fasciné par la volonté d'être un « héros » reconnu, paté et décoré; comment, pour y arriver, il accumule peu à peu les crimes, prend le commandement d'un petit groupe, cache à ses hommes que l'armistice est signé, et continue, seul avec sa poignée de soldats, une guerre rendue soudain facile par le manque de méfiance des Coréens. Cela ne dure pas; un groupe coréen finit par avoir raison de ce peloton belliqueux.

Burt Topper, dans cette histoire, s'est complu à prendre le contrepied des thèses habituelles des films de guerre: l'on a tant vu de ces soldats lâches au début, que l'envie d'être des héros rendait courageux et qui conquéraient, ainsi, au feu de l'ennemi leur dignité personnelle, leur propre estime. Ici, le goût de la gloire pousse, au contraire, Keefer à une méthode particulièrement efficace dans le crime; si ce personnage, malgré son cynisme (qui, d'ailleurs, ne lui vient que petit à petit, car il est d'abord pitoyable) n'est pas complètement haïssable, complètement négatif, c'est parce qu'il nous est clairement suggéré qu'il s'agit d'une sorte de maladie mentale. De là à douter de la santé mentale du héros de

guerre de type classique, il n'y a qu'un pas — que Topper ne franchit pas, même s'il y fait allusion. Certes, la fin du film, où Keefer est tué, ne fait pas de concession à je ne sais quel rachat, quel repentir de dernière heure, on ne pratique pas la récupération. Mais, cette fin eût pu être encore plus violente, si Topper nous avait montré, comme le suggère Robert Benayoun, le « héros de guerre » ayant réussi son coup, arrivant sain et sauf vers le gros de la troupe, félicité et décoré comme il l'ambitionnait.

Le style du film s'inspire très heureusement du meilleur cinéma américain, aime intriguer le spectateur en lui montrant un objet, ou un personnage, avant de lui expliquer de quoi il s'agit; cette explication naît ensuite des dialogues ou de l'action, elle n'est jamais scolaire. Et si les aventures de ce petit groupe, isolé en pays hostile, entouré d'ennemis mystérieux, évoque quelques westerns, si les Coréens se transforment en Indiens, c'est aussi que, pour bien des boys nourris de cinéma et de T.V., l'aventure coréenne éveilla sans peine de telles associations d'idées. C'est aussi au meilleur western que renvoie la cruauté parfois intenable de certaines scènes (notamment lorsqu'un soldat saute sur une mine).

Sans doute Burt Topper donnera-t-il encore bien des œuvres attachantes, si la machine hollywoodienne ne le mange pas, comme elle a mangé d'autres jeunes talents prometteurs, de Cassavetes à Wendkos en passant par Martin Ritt et Sidney Lumet.

Marcel RANCHAL.



PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 6 au 13 mars

LE TEMPS DU GHETTO

LE FLORIDE 43, Rg. Montmartre PROvence 63-40

(Permanent tous les jours de 14 h. à 24 h.)

UN HOMME DANS LA FOULE
LE CUIRASSE POTEMKINE

Semaine du 6 au 13 mars

Grâce à "Tribune Socialiste" vous pouvez avoir dans votre bibliothèque

tout BALZAC tout de suite

en 3 somptueux volumes richement illustrés et reliés dos cuir véritable,

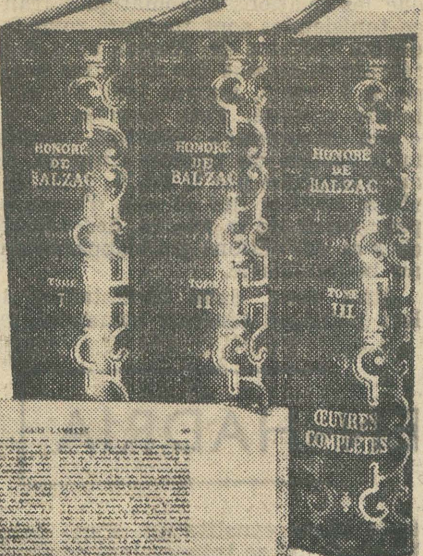
pour **23 NF** par mois.

Voici enfin l'édition idéale des Œuvres Complètes d'Honoré de Balzac. Elle réussit le tour de force de présenter dans une belle typographie d'une parfaite lisibilité, en trois magnifiques in-4° 19,5 x 29,5 que peut accueillir la bibliothèque des appartements d'aujourd'hui, des textes d'ordinaire étirés en une vingtaine de volumes: outre le texte intégral de la Comédie Humaine, tous les autres romans, les Contes Drolatiques, le Théâtre etc...



bref tout BALZAC, enrichi d'un véritable Musée de Balzac: scènes et personnages vus par les grands illustrateurs romantiques: Daumier, Gustave Doré, Gavarni, Nanteuil, Tony Johannot, etc. 3 splendides volumes, plus de 3.700 pages sur vélin alfa de luxe, plus de 500 illustrations en camaïeu, reliure originale, dos cuir véritable ornés de fers romantiques à la feuille d'or.

Et cette précieuse édition, vous pouvez l'avoir immédiatement en mains, sans aucun aléa, les 3 volumes vous étant adressés à domicile contre remboursement du montant du premier versement, et cette somme elle-même vous serait remboursée tout de suite, si vous décidiez après



CONDITIONS EXCEPTIONNELLES POUR NOS LECTEURS

FRANCE METROPOLITAINE

23 NF par mois (18 versements) ou 360 NF comptant

(11 ou 3 versements mensuels)

EMBALLAGE GRATUIT

envoi contre remboursement du montant du premier versement (majoré des frais de port)

FACULTÉ DE RETOUR (avec remboursement immédiat) RIEN A PAYER D'AVANCE

l'avoir vu, de nous renvoyer l'ouvrage, dans son emballage d'origine.

Mais attention, le tirage est limité à 3.000 exemplaires numérotés. Il sera très vite épuisé. Les commandes étant servies par ordre de réception, votre intérêt est d'envoyer immédiatement le bon ci-dessous à notre Service Littéraire 71, rue des Saints-Pères - Paris 6°.

BON à adresser à notre Service Littéraire 71, rue des Saints-Pères - Paris 6°

Veuillez m'adresser un Balzac complet en 3 volumes. Je réglerai en ☐ 1 ☐ 3 ☐ 18 versements, l'ouvrage complet m'étant adressé contre remboursement du montant du 1er versement augmenté des frais de port. Je me réserve le droit de renvoyer les volumes intacts dans les 48 heures, auquel cas je serai immédiatement remboursé.

T. S. 3

NOM

PROFESSION

Adresse

N° C. C. P. ou bancaire

Signature

"Partisans"

LE numéro 3 de cette revue paraît sous le signe de Franz Fanon, l'auteur, mort aujourd'hui, de « L'An V de la Révolution algérienne » et de « Les Damnés de la Terre », parus chez François Maspéro.

Nous ne voulons que donner ici les quelques lignes qui terminent la préface inédite, écrite en 1959, à « L'An V de la Révolution algérienne », sous le titre: « Une situation irréversible. » Ces lignes soulignent l'extraordinaire lucidité de Franz Fanon, dont le corps repose, comme il l'a désiré, « parmi ses frères, en terre algérienne ».

« Il y a une nouvelle Algérie, une nation algérienne, un gouvernement algérien. Il faudra, tôt ou tard, se rendre à ces quelques évidences. »

On verra dans ces pages les bouleversements survenus dans la conscience de l'Algérien. On verra les fissures à partir desquelles s'est renouvelée la société européenne d'Algérie. On assiste, en vérité, à l'agonie lente mais certaine, de la mentalité du colon.

D'où cette thèse que nous retrouverons

souvent: la mort du colonialisme est à la fois mort du colonisé et mort du colonisateur.

« Les rapports nouveaux, ce n'est pas le remplacement d'une barbarie par une autre barbarie, d'un écrasement de l'homme par un autre écrasement de l'homme. Ce que nous, Algériens, voulons, c'est découvrir l'homme derrière le colonisateur, cet homme à la fois ordonnateur et victime d'un système qui l'avait étouffé et réduit au silence. Quant à nous, nous avons depuis de longs mois réhabilité l'homme colonisé algérien. Nous avons arraché l'homme algérien à l'oppression séculaire et implacable. Nous nous sommes mis debout et nous avançons maintenant. Qui peut nous réinstaller dans la servitude? »

« Nous voulons une Algérie ouverte à tous, propice à tous les génies. Cela, nous le voulons et le ferons. Nous ne pensons pas qu'il existe quelque part une force capable de nous en empêcher. »

Écrites en 1959, lues en 1962, ces lignes ne sont-elles pas à méditer?

H. M.

Un concurrent pour "Le Populaire"



Un nouveau venu vient de faire son entrée dans le « Club des confidentiels »: il s'agit du quotidien La Nation que l'U.N.R. vient de lancer pour préparer les

prochaines consultations. Tirant à moins de 10.000 exemplaires, cette feuille recto-verso ne vise pas à atteindre le grand public, mais seulement à fournir les thèmes officiels de la « pensée inconditionnelle » destinés à être développés par les organes périphériques.

Sa première manchette est digne de figurer dans un recueil (à constituer) de « Bobards gaullistes ». A l'heure où les premiers lecteurs parcouraient ses rubriques, plus de 130 explosions en deux heures étaient recensées pour la seule ville d'Alger...

Après le cessez-le-feu :

Les perspectives d'un Maghreb Uni et d'une coopération franco-maghrébine

L'annonce du cessez-le-feu, dont tout nous fait espérer qu'elle ne saurait plus guère tarder aujourd'hui, ouvre de nouvelles perspectives non seulement à la France et à l'Algérie, principales intéressées, mais également aux deux anciens protectorats voisins, la Tunisie et le Maroc.

Encore faut-il, bien entendu, que, comme nous le souhaitons tous mais comme ce n'est pas encore assuré, ce cessez-le-feu soit rapidement effectif et que les derniers soubresauts de l'O.A.S. ne prolongent pas pendant de longs mois désordres sanglants et tueries aveugles. Il est bien certain, en effet, que si le pouvoir gaulliste, principal gagnant moral dans l'immédiat de la conclusion du cessez-le-feu, se montre incapable dans la pratique d'imposer le silence aux trublions de l'O.A.S., tout pourra être remis en question. Et cette hypothèse ne doit pas être exclue de notre analyse.

Si toutefois, après les remous peut-être violents, mais en tout cas limités dans le temps et dans l'espace, la procédure déclenchée par la signature du cessez-le-feu se déroule conformément aux plans établis d'un commun accord par les négociateurs, alors une vie nouvelle s'ouvrira devant les trois Etats du Maghreb.

La guerre d'Algérie, en effet, a été, pour la Tunisie comme pour le Maroc, une large plaie au flanc. Elle a empoisonné leurs relations avec la France. Elle est à l'origine de la plupart des grandes crises qui ont secoué ces relations depuis leur récente indépendance. Qu'il me suffise de citer le rapt de Ben Bella, l'affaire de Sakiet-Sidi-Youssef, voire, de façon indirecte, l'affaire de Bizerte. Malgré et peut-être même à cause de l'aide sans réserves apportée par ces deux pays aux nationalistes algériens, les uns et les autres se sont trouvés confrontés à des situations difficiles tant du point de vue politique que du point de vue économique. Il en est résulté des tensions qui, pour s'être rarement manifestées avec éclat et au grand jour, n'en ont pas moins créé par moments un climat assez lourd. La nécessité morale pour la Tunisie, comme pour le Maroc, de mettre en sourdine leurs revendications sur certaines zones du Sahara tant que l'indépendance de l'Algérie n'était pas acquise n'a pas toujours, au long des années, été subie avec une patience suffisante pour que les échos de ces dissensions ou de ces crises de mauvaise humeur ne soient pas souvent parvenus aux oreilles attentives, fussent-elles ennemies.

Il n'est pas jusqu'aux exigences du G.P.R.A., insistant sur la primauté de la révolution sur l'indépendance, qui n'aient paru à tous une condamnation, indirecte sans doute et implicite mais évidente, de ce qu'il est convenu d'appeler le bourgeoisisme.

Enfin, les roueries de la politique française, — aussi bien celle de la IV^e que celle de la V^e, — ont essayé — et elles y sont parvenues — de pratiquer une politique savante de bascule entre la Tunisie et le Maroc, tantôt favorisant l'une et boudant l'autre, tantôt, au contraire, se montrant insensible aux avances de la première pour sourire au second.

Tout cela était assez malsain. Tout cela peut changer, et devrait changer, avec les perspectives nouvelles ouvertes par la prochaine indépendance de l'Algérie.

Y a-t-il possibilité de coordination plus ou moins organique des politiques des trois pays ? Y a-t-il, en un mot, possibilité de création d'un Maghreb uni ? Et, si oui, comment peut-on envisager les relations de ce Maghreb uni avec la France ?

Unité géographique et linguistique

La géographie et l'histoire ont fait du Maghreb un ensemble d'une réelle homogénéité. C'est un vaste quadrilatère entouré par la mer de trois

côtés et dont le quatrième plonge dans la mer de sable du Sahara. Ses deux cornes supérieures s'approchent de l'Europe jusqu'à presque la toucher. Mais le fait capital de son histoire est qu'il a connu l'invasion arabe et qu'il en a été profondément marqué au point non seulement d'avoir adopté la religion de l'Islam, mais également la langue arabe, et de finir par se considérer très sincèrement et très profondément comme une partie du monde arabe. Il a enfin, au cours du dernier siècle, connu l'invasion française, mais là il s'est refusé à l'absorption et il a même fini, ou il est en train de finir, après des péripéties diverses, par l'éliminer. Mais il n'en a pas moins, avec beaucoup d'ardeur, profité de ce que la culture française pouvait lui apporter comme ouverture sur le monde moderne. Ainsi, d'un bout à l'autre de ce Maghreb, trouve-t-on actuellement en contact, si l'on ne tient pas compte de quelques noyaux berbères plus ou moins importants qui ont survécu, trois langues également vivantes : un arabe parlé ou arabe dialectal, qui est la langue des relations humaines quotidiennes ; un arabe littéraire qui est non seulement la langue de la religion et de la culture traditionnelles, mais qui, en s'assouplissant, se révèle capable de s'adapter à la vie d'aujourd'hui ; enfin, la langue française qui a pénétré non seulement les élites mais des masses assez importantes (quelque réserve qu'on puisse faire sur les insuffisances du développement de l'enseignement pendant l'époque coloniale) et qui, encore aujourd'hui, dans le Maroc et la Tunisie indépendants, sert très largement de support à l'instruction de type moderne.

Diversité politique

Tout cela crée des liens, des liens très solides, et est de nature à favoriser les rapprochements. Mais il ne faut pas sous-estimer les différences et les oppositions. La géographie a fait de la Tunisie de tous temps le pays du Maghreb le plus ouvert au monde extérieur et du Maroc le pays le plus prédestiné au repli sur lui-même. La longueur et le caractère atrocement sanglant de la conquête de l'Algérie par la France qui s'étale

peut y avoir de débilisant dans le maintien de traditions ossifiées et inadaptées au monde moderne, et reste, au fond, très vivement attirée par le monde occidental, malgré les crises qui la font, de temps en temps, refluer vers d'autres directions. Elle reconnaît en Habib Bourguiba le chef incontesté, ce qui assure au « Combattant Suprême » l'exercice d'un pouvoir personnel au demeurant assez débonnaire.

En Algérie, enfin, ce sont des combattants, des guerriers durcis par sept ans de lutte, d'origine souvent très populaire, qui ont mené le pays à la reconquête de son indépendance. Et aucune figure n'émerge vraiment du lot avec suffisamment de netteté pour qu'on puisse dire ce qui sortira de l'actuelle « direction collégiale » où se croisent et s'entrecroisent des influences de types divers.

Les pôles d'attraction de l'Est et de l'Ouest

Le résultat, c'est que, d'ores et déjà, le Maroc et l'Algérie appartiennent au groupe de Casablanca, dont ils risquent d'ailleurs d'être les seuls éléments depuis que Nasser et Sékou Touré sont en perte de vitesse, cependant que Bourguiba, malgré son embarcadere vers Belgrade à la suite de l'affaire de Bizerte, paraît plus intéressé par Monrovia, voire le groupe de Brazzaville, et qu'il entretient des relations particulièrement amicales avec le Sénégal.

Ce qui n'empêche pas que la France soit en train de faire la paix avec le F.L.N. et entretienne les meilleurs rapports avec le Maroc, cependant que les relations diplomatiques franco-tunisiennes sont toujours rompues depuis l'affaire de Bizerte et que la récente démarche des ministres tunisiens à Paris, malgré leur évidente bonne volonté, s'est heurtée à un « non possumus » courtois, certes, mais obstiné du pouvoir français. Ce qui n'empêche pas le F.L.N., dans une vision réaliste des choses, d'engager, pour sortir de la guerre, des démarches et des actions qui s'apparentent au bourgeoisisme.

Ainsi donc, dans l'orientation de leur politique générale commune, les

trois pays ont des intérêts très proches. Après quelques réunions préparatoires qui datent déjà de quelques années et qui ont abouti à un accord de principe resté lettre morte, les dirigeants marocains et algériens ont repris l'étude de la question, le mois dernier, et déclaré être arrivés déjà à d'importantes conclusions. Mais Bourguiba, qui n'a pas été mêlé à ces contacts et en a été seulement informé, aura son mot à dire le moment venu, ce qui signifie que rien, sans doute, n'est encore fait.

Et pourtant, il y va de l'intérêt des trois pays de coordonner étroitement leur politique et leur économie. L'avenir est là.

Pour cela, il est nécessaire que le Sahara, qui peut les vivifier tous trois, cesse d'être une pomme de discorde pour devenir l'élément fondamental de la richesse de tous. Pour cela, il faut que soient dominés les problèmes de frontières qui sont à la fois stériles et irritants. Ce qui devrait importer, c'est moins la délimitation sur le terrain de ce qui, dans l'immense désert si longtemps abandonné à lui-même, revient à l'un ou à l'autre que la reconnaissance par tous du fait que ces richesses enfouies dans le sable peuvent leur apporter, s'ils restent unis, l'aisance, le bien-être et une réelle autorité internationale.

Le Maghreb Uni et la France

Il ne nous appartient nullement d'indiquer, même dans ses grandes lignes, les modalités d'un tel accord qui devra être l'œuvre des intéressés eux-mêmes. Mais il nous revient, avec l'amitié que nous portons à ces trois pays, d'affirmer hautement qu'il est pour eux d'un intérêt absolument vital. Or cet accord, déjà naturellement difficile, sera rendu impossible si la diplomatie française s'évertue à brouiller les cartes pour rester maîtresse du jeu. Elle s'est déjà savamment employée depuis quelques années à exciter, entre la Tunisie et le Maroc, méfiance et jalousie. Maintenant que l'Algérie entre dans la partie, la tentation serait grande pour elle de développer ce jeu infernal et sans gloire. Il faut que cela cesse. Mais il est à craindre que la duplicité inhérente au pouvoir gaulliste l'emporte, là encore, au détriment de l'intérêt bien compris du Maghreb et de la France elle-même.

Car la France a un grand rôle à jouer dans ce Maghreb uni. Elle peut lui fournir une aide technique et culturelle dont les trois pays ont le plus grand besoin, — qui est même celle qu'ils préféreront, ne serait-ce que pour la raison pratique de l'usage d'une langue commune. Mais à la condition, bien entendu, que soient définitivement remises au vestiaire les conceptions périmées de l'ère coloniale, que la France ne cherche pas à diviser pour régner et qu'il soit bien évident qu'elle ne tente pas sournoisement de maintenir par la bande et sous une autre forme la vieille domination coloniale.

La gauche française seule pourrait, si elle arrivait au pouvoir, trouver le juste équilibre.

Encore faudrait-il qu'elle parvienne à éviter deux périls qui ne sont pas seulement théoriques.

Celui de la colonisation idéologique et doctrinale, de la politique que j'appellerai « du bon conseiller », qui l'entraînerait à essayer d'implanter, le plus candide et le plus honnêtement du monde, par une persuasion appuyée, dans des pays qui peuvent ne pas se considérer encore mûrs pour de pareilles expériences, des structures économiques et sociales conçues dans le silence du cabinet et qu'elle-même — gauche française — ne serait pas en mesure d'instaurer — *mutatis mutandis* — en France même.

Celui également d'un complexe de culpabilité exacerbé qui lui ferait dénoncer comme impure toute assistance technique de la France sous prétexte qu'elle émanerait de l'ancienne puissance colonisatrice. Le résultat en serait l'abandon du Maghreb aux entreprises pas toujours pures des uns ou des autres. Ce cartérisme de gauche aboutirait alors à la pire des décolonisations.

par Elie COHEN-HADRIA

sur dix-sept ans a comme pendant la longueur et la dureté de la guerre d'indépendance qui en est à sa huitième année cependant que, tant en 1881-83 que pendant la phase terminale de 1952-54, les pertes en vies humaines résultant du choc franco-tunisien ont été minimes. D'un côté, les morts se chiffrent par centaines de mille, de l'autre, ils atteignent à peine quelques milliers au total.

Curieusement, c'est un épisode adventice somme toute, — la bataille de Bizerte de juillet dernier — qui, alors que tout paraissait pratiquement réglé, a constitué la plus sanglante bataille de l'histoire franco-tunisienne depuis 1881. Et l'on pourrait montrer que l'histoire franco-marocaine est encore différente.

Le résultat, c'est que les régimes issus de la lutte pour l'indépendance ont des caractères totalement différents, — ce qui peut créer entre les hommes qui les représentent et les symbolisent des oppositions, des incompréhensions, voire des conflits.

Au Maroc, où la structure monarchique a résisté à la crise de l'indépendance parce que le sultan avait pris la tête de la lutte et en avait même été le symbole pendant son exil à Madagascar, c'est la monarchie absolue autour de laquelle, malgré la pression de certaines forces populaires et syndicales de type moderne, s'agglomèrent les hiérarchies traditionnelles.

En Tunisie, c'est une petite bourgeoisie provinciale, de culture à la fois arabe et française, où dominent les avocats et les professeurs agrégés d'arabe, qui anime le Néo-Destour et qui, à travers incidents et remous, essaie de détacher le pays de ce qu'il

trois Etats constitutifs d'un futur Maghreb uni se trouveraient confrontés à l'Est et à l'Ouest, étant bien entendu — s'il s'agit de l'Ouest — qu'il y a une certaine distinction à établir entre l'ancien colonisateur, tempéré et prolongé à la fois par le Marché commun et les Etats-Unis d'Amérique et — s'il s'agit de l'Est — que l'Orient arabe n'est pas du tout la même chose que l'Est communiste et que l'U.R.S.S. n'est pas la Chine.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la mise en action d'une politique générale commune ne sera pas facile dans ces conditions et qu'il y faudra beaucoup de bonne volonté et d'esprit de conciliation.

Enfin, comment ne pas se souvenir que la Tunisie comme le Maroc ont des revendications territoriales insatisfaites et qui risquent de l'être longtemps, sur des zones plus ou moins étendues du Sahara ? Si le Maroc a été dans l'ensemble plus discret et paraît avoir consenti d'assez bonne grâce à ne pas faire état de ses revendications avant l'indépendance de l'Algérie, la Tunisie, elle, a été moins patiente et ne s'est qu'assez difficilement résignée à attendre. Mais le jour ne va pas tarder où une grande explication, qui risque fort d'être orageuse, va s'ouvrir autour de ces revendications tunisiennes et marocaines, celles-ci étant beaucoup plus considérables que celles-là.

Cependant, au-dessus de toutes ces difficultés politiques, le concept de Maghreb uni a un très grand pouvoir d'attraction pour les masses nord-africaines. Aussi, les dirigeants des trois pays ont-ils à plusieurs reprises tenté de se rapprocher à cette inten-